GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1881 — ROMA — LUNEDI' 13 GIUGNO — NUM. 137

PARTE UFFICIALE

S. M. il Re, *con decreti del* 12 *corrente, sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro dell'Interno, ha nominato* **Senatori del Regno** *i signori:*

Allievi comm. Antonio;
Arrigossi avv. Luigi;
Bartoli comm. Domenico, procuratore generale di Corte di appello;
Bertolè-Viale cav. Ettore, luogotenente generale;
Bertolini avv. Vincenzo;
Bianchi comm. Nicomede;
Benelli comm. Luigi, primo presidente di Corte d'appello;
Borelli dott. Giovanni Battista;
Calcagno Giuseppe;
Campana di Serano comm. Bartolomeo;
Campi Bazan avv. comm. Giuseppe;
Canonico comm. Tancredi, consigliere di Corte di cassazione;
Cipriani dottor Emilio;
Consiglio comm. Davide;
De Martino prof. Antonio;
Desimone Giuseppe, consigliere di Corte di cassazione;
Diana Giovanni;
Dossena avv. Giovanni;
Faraldo avv. comm. Carlo;
Ferrara prof. Francesco;
Frisari conte Giulio;
Giannuzzi Savelli comm. Bernardino, primo presidente di Corte d'appello;
Giuliani comm. Francesco;
Griffini avv. Luigi;
Landolina Pietro marchese di Sant'Alfano;
Musolino Benedetto;
Orsini comm. avv. Tito;
Porro Lambertenghi conte Giulio;
Ricasoli cav. Vincenzo, maggiore generale in ritiro;
Secondo prof. Riccardo;
Scrugli comm. Napoleone, viceammiraglio in ritiro;
Trocchi cav. Valerio.

PARLAMENTO NAZIONALE

Camera dei Deputati

Nella tornata di sabato la Camera continuò la discussione dei primi tre articoli del disegno di legge sulla riforma elettorale politica; alla quale presero parte il Ministro di Grazia e Giustizia e il deputato Alli-Maccarani. Per fatto personale parlò pure il deputato Morana.

Venne inoltre dal deputato Martini Ferdinando rivolta una interrogazione al Ministro della Istruzione Pubblica, che vi rispose con ragguagli e dichiarazioni, intorno ai disordini avvenuti nell'Università di Siena.

LEGGI E DECRETI

Il Numero **184** *(Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Presidente del Consiglio, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,
Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla convenzione consolare fra l'Italia e la Grecia, firmata ad Atene il 15/27 novembre 1880, e le cui ratifiche vennero ivi scambiate addì 16 aprile 1881.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 21 aprile 1881.

UMBERTO.

CAIROLI.

Visto, *il Guardasigilli*: T. VILLA.

Convention consulaire entre l'Italie et la Grèce.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Hellènes, reconnaissant l'utilité de déterminer, avec toute la précision désirable, les droits, priviléges et attributions des consuls, chanceliers et agents consulaires italiens et helléniques, réciproquement admis à résider dans leurs Etats respectifs, ont résolu de conclure une convention consulaire, et ils ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Excellence M. François Curtopassi, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour d'Athènes, Commandeur des Ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Grand Croix de l'Ordre de François Joseph d'Autriche, Commandeur de l'Ordre de Léopold d'Autriche, Commandeur avec plaque de l'Ordre du Christe de Portugal, etc., etc.;

Sa Majesté le Roi des Hellènes, Son Excellence M. Alexandre Coumoundouros, Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères de Grèce, Grand Croix de l'Ordre du Sauveur, Grand Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Chacunes des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans les ports, villes et localités du territoire de l'autre Partie. Elles se réservent toutefois le droit de désigner les localités qu'elles jugeraient convenable d'excepter; mais cette réserve ne pourra être appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes, sans l'être également à toutes les autres puissances.

Sur la présentation de leurs provisions, ces agents seront admis et reconnus, selon les règles et formalités établies dans le pays où ils devront résider. L'*exequatur* leurs sera délivré sans frais.

Aussitôt après leur admission, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence donnera les ordres nécessaires pour qu'ils soient protégés dans l'exercice des leurs fonctions et pour qu'ils jouissent des immunités et prérogatives attachées à leur charge.

Art. 2. Les consuls généraux et consuls pourront, lorsqu'ils y seront autorisés par les lois et règlements de leur pays, nommer des vice-consuls ou agents consulaires dans les villes et ports des leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du Gouvernement territorial. Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des priviléges et immunités stipulés par la présente convention, sauf les exceptions contenues dans les articles 7 et 8.

Art. 3. En cas d'empêchement, d'absence ou décès des consuls généraux et consuls, les elèves-consuls, chanceliers ou secrétaires, qui auraient été présentés antérieurement en leurs qualités respectives, seront admis de plein droit à exercer par *interim* les fonctions consulaires. Les autorités locales devront leur prêter assistance et protection, et leur assurer, pendant leur gestion provisoire, la jouissance de tous les droits et immunités reconnus aux titulaires, sous les mêmes conditions et réserves qui sont prescrites pour ces derniers. Elles devront également donner toutes les facilités désirables aux agents intérimaires que les consuls généraux ou consuls auront préalablement désignés comme chargés de remplacer momentanément les vice-consuls ou agents consulaires absents ou décédés.

Art. 4. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pourront placer au dessus de la porte extérieure du Consulat ou Vice-Consulat l'écusson des armes de leur nation, avec cette inscription: *Consulat ou Vice-Consulat de...*

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire, aux jours des solemnités publiques, religieuses ou nationales, ainsi que dans les autres circonstances d'usage.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront, avant tout, à désigner aux matelots et aux nationaux l'habitation consulaire.

Ils pourront de même arborer leur pavillon sur le bâteau qu'ils monteraient dans le port pour l'exercice des fonctions de leur charge.

Art. 5. Les archives consulaires seront inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, visiter, ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

Art. 6. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, et pourvu qu'ils n'exercent pas le commerce ou quelqu'industrie, ne seront pas tenu de comparaître comme témoins devant les Tribunaux du pays de leur résidence, si ce n'est toutefois dans le causes pénales où leur comparution sera jugée indispensable et réclamée par une lettre officielle de l'autorité judiciaire.

Dans tout autre cas, la justice locale se transportera à leur domicile pour recevoir leur témoignage de vive voix ou le leur demandera par écrit, suivant les formes particulières à chacun des deux Etats.

Les fonctionnaires consulaires ci-dessus mentionnés doivent acquiescer aux désirs de l'autorité dans le terme, le jour et l'heure qu'elle aura indiqués, sans y apporter aucun délai.

Art. 7. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, ne pourront être arrêtés préventivement que dans le cas de crime, qualifié et puni comme tel par la législation locale.

Art. 8. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, seront exempts de tout service, tant dans l'armée régulière de terre ou de mer, que dans la garde national ou civique, des logements militaires et des contributions de guerre; ils seront de même exempts de toutes les contributions directes au profit de l'Etat, des provinces et des communes, dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur l'intérêt d'un capital employé dans l'Etat où les dits agents exercent leurs fonctions.

Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, les dits agents devant en ce cas être soumis au paie-

ment des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions.

Art. 9. Les consuls généraux et consuls ou leurs chanceliers ainsi que les vice-consuls ou agents consulaires des deux pays auront le droit de recevoir, soit dans leur chancellerie, soit au domicile des parties, soit à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants et tous autres citoyens de leurs pays. Ils seront également autorisés à recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux.

Les dits consuls ou agents auront le droit de recevoir tout acte notarié destiné à être exécuté dans leur pays, et qui interviendra soit entre leurs nationaux seulement, soit entre un ou plusieurs de leurs nationaux et des personnes du pays de leur résidence. Ils pourront même recevoir les actes dans lesquels les citoyens du pays où ils résident seront seuls parties, lorsque ces actes contiendront des conventions relatives à des immeubles situés dans le pays qui a nommé le consul ou agent, ou des procurations concernant des affaires à traiter dans ce pays.

Quant aux actes notariés destinés à être exécutés dans le pays de leur résidence, les dits consuls ou agents auront le droit de recevoir tous ceux dans lesquels leurs nationaux seront seuls parties; ils pourront recevoir, en outre, ceux qui interviendraient entre un ou plusieurs de leurs nationaux et des citoyens du pays de leur résidence, à moins qu'il ne s'agisse d'actes pour lesquels, d'après la législation du pays, le ministère de juges ou d'officiers publics déterminés serait indispensable.

Lorsque les actes mentionnés dans le paragraphe précédent auront rapport à des biens fonciers, ils ne seront valable qu'autant qu'un notaire ou autre officier public du pays y aura concouru et les aura revêtu de sa signature.

Art. 10. Les actes mentionnés dans l'article précédent auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public compétent de l'un ou de l'autre pays, pourvu qu'ils aient été rédigés dans les formes voulues par les lois de l'Etat auquel le consul appartient, e qu'ils aient été soumis au timbre, à l'enregistrement et à toute formalité en usage dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Les expéditions des dits actes, lorsqu'elles auront été légalisées par les consuls ou vice-consuls et scellées du sceau officiel de leur Consulat ou Vice-Consulat, feront foi, tant en justice que hors justice, devant tous les Tribunaux, juges et autorités de Grèce et d'Italie, au même titre que les originaux.

Dans le cas où l'authenticité d'un document public enregistré à la Chancellerie de l'une des autorités consulaires respectives serait mise en doute, celle-ci ne pourra refuser à la personne y intéressée, qui en ferai la demande, la confrontation du document en question avec l'acte original, et la dite personne pourra, si elle le juge nécessaire, assister à cette confrontation.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires respectifs pourront légaliser toute espèce de documents émanants des autorités ou fonctionnaires de leur pays, et en faire des traductions, qui auront, dans le pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles avaient été faites par les interprètes jurés du pays, toutes les fois, bien entendu, que la partie adverse n'y mettrait point d'opposition; dans ce cas les Tribunaux respectifs procéderont conformément à la législation locale.

Art. 11. En cas de décès d'un citoyen de l'un des deux pays sur le territoire de l'autre pays, l'autorité locale compétente devra immédiatement en avertir le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché du lieu du décès, et ces agents devront, de leur côté, s'ils en ont connaissance les premiers, donner le même avis aux autorités locales.

Quelles que soient la qualité et la nationalité des héritiers, qu'ils soient majeurs ou mineurs, absents ou présents, connus ou inconnus, les scellés seront, dans les vingt-quatre heures de l'avis, apposés sur tous les effets mobiliers et les papiers du défunt.

Le consul général, consul, vice consul ou agent consulaire compétent aura la faculté de procéder à cette opération soit en personne, soit par un délégué dont il aura fait choix. Dans ce dernier cas le délégué devra être muni d'un document émanant de l'autorité consulaire, revêtu du sceau du Consulat et constatant son caractère officiel.

L'apposition des scellés sera faite, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, par le consul, en présence de l'autorité locale, ou elle dûment appelée. Cette autorité pourra croiser ses scellés avec ceux du Consulat et, dès lors, les doubles scellés ne pourront plus être levés que d'un commun accord, ou par ordre de justice.

Dans le cas où le consul ne procédérait pas à l'apposition des scellés, l'autorité locale devra les apposer, après lui avoir adressé une simple invitation, et s'il les croise des siens, la levée des uns et des autres devra être faite, soit d'un commun accord, soit en vertu d'une décision du juge.

Ces avis et invitations seront donnés par écrit et un récépissé en constatera la remise.

Art. 12. S'il n'a pas été formé d'opposition à la levée des scellés et si tous les héritiers et légataires universels ou à titre universel sont majeurs, présents ou dûment représentés et d'accord sur leurs droits et qualités, le consul lèvera les scellés sur la demande des intéressés, dressera, soit qu'il y ait ou non un exécuteur testamentaire nommé par le défunt, un état sommaire des biens, effets et papiers qui se trouvaient sous les scellés, et délaissera ensuite le tout aux parties, qui se pourvoiront comme elles l'entendront pour le règlement de leurs intérêts respectifs.

Dans tous les cas où les conditions énumérées au commencement du paragraphe précédent ne se trouveront pas réunies, et quelle que soit la nationalité des héritiers, le consul, après avoir réclamé, par écrit, la présence de l'autorité locale et prévenu l'exécuteur testamentaire, ainsi que les intéressés ou leurs représentants, procédera à la levée des scellés et à l'inventaire descriptif de tous les biens, effets et papiers, placés sous les scellés. Le magistrat local devra, à la fin de chaque séance, apposer sa signature au procès-verbal, sans pouvoir en raison de son intervention officielle exiger une taxe quelconque.

Art. 13. Si parmi les héritiers et légataires universels ou à titre universel il s'en trouve dont l'existence soit incertaine ou le domicile inconnu, qui ne soient pas présents, ni dûment représentés, qui soient mineurs ou incapables, ou si, étant tous majeurs et présents, ils ne sont pas d'accord sur leurs droits et qualités, le consul, après que l'inventaire aura été dressé, sera, comme séquestre des biens de toute nature laissés par le défunt, chargé de plein droit d'administrer et de liquider la succession. En conséquence il pourra procéder, en suivant les formes prescrites par les lois et usages du pays, à la vente des meubles et objets mobiliers susceptibles de dépérir ou dispendieux à conserver, recouvrer les créances qui seraient exigibles ou viendraient à échoir, les intérêts des créances, les loyers et les fermages échus, faire tous les actes conservatoires des droits et des biens de la succession, employer les fonds trouvés au domicile du défunt, ou recouvrés depuis le décès, à l'acquittement des charges urgentes et des dettes de la succession, faire, en un mot, tout ce qui sera nécessaire pour rendre l'actif net et liquide.

Le consul fera annoncer la mort du défunt dans une des feuilles publiques de son arrondissement, ou, en défaut, du département, et il ne pourra faire la délivrance de la succession ou de son produit, qu'après l'acquittement des dettes contractées dans le pays par le défunt, ou qu'autant que, dans le terme de six mois à

compter du jour de l'annonce, ou de huit mois à compter du jour du décès, s'il n'a pas été fait d'annonce, aucune réclamation ne se sera produite contre la succession.

En cas d'existence d'un exécuteur testamentaire, le consul pourra, si l'actif est suffisant, lui remettre les sommes nécessaires pour l'acquittement des legs particuliers. L'exécuteur testamentaire restera, d'ailleurs, chargé de tout ce qui concernera la validité et l'exécution du testament.

Art. 14. Les pouvoirs conférés aux consuls par l'article précédent ne feront point obstacle à ce que les intéressés de l'une ou de l'autre nation, ou leurs tuteurs et représentants, poursuivent, devant l'autorité compétente, l'accomplissement de toutes les formalités voulues par les lois pour arriver à la liquidation définitive des droits des héritiers ou légataires et au partage final de la succession entre eux, et plus particulièrement à la vente ou à la licitation des immeubles situés dans le pays où le décès a eu lieu. Le consul devra même, le cas échéant, organiser sans retard la tutelle de ceux de ses nationaux qui seraient incapables, afin que le tuteur puisse les représenter en justice.

Toute contestation soulevée, soit par des tiers, soit par des créanciers du pays ou d'une puissance tierce, toute procédure de distribution et d'ordre, que les oppositions ou les inscriptions hypothécaires rendraient nécessaire, seront également soumises aux Tribunaux locaux.

Le consul devra, toutefois, être appelé en cause, soit comme représentant ses nationaux absents, soit comme assistant le tuteur ou le curateur de ceux qui sont incapables. Il pourra se faire représenter par un délégué choisi parmi les personnes que la législation du pays autorise à remplir des mandats de cette nature.

Il est bien entendu que les consuls généraux, consuls et vice-consuls, étant considérés comme fondés de pouvoirs de leurs nationaux, ne pourront jamais être mis en cause personnellement à l'occasion d'une affaire concernant la succession.

Art. 15. Lorsqu'un italien en Grèce ou un hellène in Italie sera décédé sur un point où il ne se trouverait pas d'agent consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissé, et sera tenu de rendre compte, dans le plus bref délai, du résultat de ces opérations au Consulat appelé à en connaître.

Mais, dès que l'agent consulaire se présentera personnellement ou enverra un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce qui prescrivent les articles 11, 12, 13 e 14 de la présente convention.

Art. 16. Dans le cas où un citoyen de l'un des deux pays viendrait à décéder dans le territoire de ce pays, et où ses héritiers et légataires seraient tous citoyens de l'autre pays, le consul de la nation à laquelle appartiendront les héritiers et légataires pourra, si un ou plusieurs d'entre eux sont absents, inconnus ou incapables, ou, si étant présents et majeurs, ils ne sont pas d'accord, faire tous les actes conservatoires d'administration et de liquidation énumérés dans les articles 11, 12, 13 e 14 de la présente convention. Il n'en devra résulter, toutefois, aucune atteinte aux droits et à la compétence des autorités judiciaires, pour ce qui concerne l'accomplissement des formalités légales prescrites en matière de partage, et la décision de toutes les contestations qui pourraient s'élever, soit entre les héritiers seulement, soit entre les héritiers et des tiers.

Art. 17. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires des deux Etats connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et des autres opérations effectuées pour la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation qui décéderaient dans le port d'arrivée, soit à terre, soit à bord d'un navire de leur pays.

Art. 18. Les dispositions de la présente convention s'appliqueront également aux successions des citoyens de l'un des deux Etats qui, étant décédés hors du territoire de l'autre Etat, y auraient laissé des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 19. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ou agents consulaires respectifs pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur pays, après leur admission à la libre pratique; interroger le capitaine et l'équipage; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur le voyage, la destination du bâtiment et les incidents de la traversée; dresser les manifestes et faciliter l'expédition du navire; enfin les accompagner devant les Tribunaux toutes les fois que les exigences de la procédure ne s'y opposent pas, ainsi que dans les bureaux de l'Administration du pays pour leur servir d'interprètes et les assister dans les affaires qu'ils auraient à suivre ou dans les demandes qu'ils auraient à former.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif ne pourront, en aucun cas, opérer à bord ni recherches, ni visites, autres que les visites ordinaires de la Douane et de la Santé, sans prévenir auparavant, ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, le consul ou vice-consul de la nation à laquelle le bâtiment appartiendra.

Ils devront également donner, en temps opportun, au consul ou vice-consul, les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que le capitaine et l'équipage auraient à faire devant les Tribunaux ou les Administrations du pays.

La citation, qui dans ces cas sera adressée au consul ou vice-consul, indiquera une heure précise, et, s'il ne s'y rend pas en personne ou ne s'y fait pas représenter par un délégué, il sera procédé en son absence.

Art. 20. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays; mais les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation; ils règleront eux-mêmes les contestation de toute nature qui surviendraient entre le capitaine, les officiers du navires et les matelots, et, spécialement, celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seront de nature à troubler la tranquilité ou l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités locales se borneront à prêter leur appui aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires, pour faire arrêter et renvoyer à bord ou pour faire conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage contre lequel ils jugeraient convenable de requérir cette mesure.

Art. 21. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls, ou agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, qui auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou, si la navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient partie de l'équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être réfusée.

On donnera, en outre, aux dits agents consulaires tout secours et toutes assistance pour la recherche et l'arrestation des déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus sur la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si, toutefois, cette occasion ne se présentait pas dans le délai des deux mois, à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, les dits déserteurs seraient remis en liberté sans qu'il puissent être arrêtés de nouveaux pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à sa remise, jusqu'à ce que la sentence du Tribunal ait été rendue et ait été reçu son exécution.

Les marins et autres individus de l'équipage citoyens du pays dans lequel s'effectuera la désertion sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 22. Toutes les fois qu'entre les propriétaires, armateurs et assureurs il n'aura pas été fait de conventions spéciales pour le règlement des avaries qu'auraient éprouvées en mer les navires ou les marchandises, ce règlement appartiendra aux consuls respectifs, qui en connaîtront exclusivement, si ces avaries n'intéressent que des individus de leur nation. Si d'autres habitants du pays où réside le consul ou des sujets d'une tierce puissance s'y trouvent intéressés, celui-ci désignera, dans tous les cas, les experts qui devront connaître du règlement d'avaries. Ce règlement se fera à l'amiable sous la direction du consul, si les intéressés y consentent, et, dans le cas contraire, il sera fait par l'autorité locale compétente.

Art. 23. Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des citoyens de l'un des deux pays fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre pays, les autorités locales devront en avertir, sans retard, le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le sinistre aura eu lieu et à son défaut le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des deux Etats qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre Etat seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs. L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les agents consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls, agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas, ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, sauf, toutefois, ceux que nécessiteront les opérations du sauvetage, ainsi que la conservation des objets sauvés et ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Art. 24. Il est, en outre, convenu que les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agent consulaires de chacun des deux pays, jouiront dans l'autre pays, de tous les priviléges, immunités et prérogatives qui sont ou seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que, si ces priviléges et immunités sont accordés à la charge de réciprocité ou d'autres conditions spéciales, ces conditions devront être remplies par les Gouvernements respectifs ou par leurs agents.

Art. 25. La présente convention aura une durée fixe de dix années, à compter du jour de l'échange des ratifications. Si, un an avant l'expiration de ce terme, aucune des deux Hautes Parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire jusqu'à ce que douze mois se soient écoulés, à partir de sa dénonciation.

Art. 26. Les deux Hautes Parties contractantes sont convenues que les différends qui pourraient se produire touchant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, ou les conséquences de l'infraction de quelqu'une de ses stipulations, devront être soumises, lorsque les moyens de les arranger directement par un accord amiable auront été épuisés, au jugement de Commissions arbitrales, et le résultat d'un tel arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Il est entendu que la compétence des Tribunaux respectifs en matière de droit privé n'est nullement restreinte par les dispositions du présent article.

Les membres des dites Commissions seront choisis par les deux Gouvernements d'un commun accord; en défaut de quoi, chacune des Parties nommera son propre arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et les arbitres nommés en nommeront un autre de leur choix.

La procédure arbitrale sera, dans chaque cas special, déterminée par les parties; en défaut de quoi, le Collége même des arbitres aura la faculté de la déterminer préalablement.

Art. 27. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Athènes dans le délai de six mois ou plus tôt si faire peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Athènes, le (15) 27 novembre 1880.

F. Curtopassi. (*L. S.*) — A. Coumoundouros. (*L. S.*)

BOLLETTINO N. 21

(dal 23 al 29 maggio 1881)

SULLO STATO SANITARIO DEL BESTIAME NEL REGNO D'ITALIA

Regione I. — **Piemonte.**

Casi di pleuropolmonite: 1 a Fenis (Torino) — Casi di morva: 1 a Prè St-Didier (Torino) — Totale degli animali infetti n. 2.

Regione II. — **Lombardia.**

Casi di afta epizootica: 7 a Gianico (Brescia), 60 a Mamertino (Id.), 5 a Capralba (Cremona), 36 a Fiesco (Id.), 2 a Martinengo (Bergamo), 59 a Bossico (Id.), 28 a Sellere (Id.), 8 a Viadana (Mantova) — Casi di scabbia; 20 a Marone (Brescia) — Casi di cancro volante: 60 a Siziano (Pavia) — Totale degli animali infetti: n. 285.

Regione III. — **Veneto.**

Casi di carbonchio: 1 a San Giovanni Ilarione (Vicenza), 1 a Belluno — Casi di polmonea: 1 a Montecchio Maggiore (Vicenza) — Casi di moccio: 1 a Chiavris (Udine) — Casi di afta epizootica: 6 a Vedelago (Treviso), 2 a Cologna (Verona), 8 a Erbezzo (Id.), 26 a Ferrara di Montebaldo (Id.) — Totale degli animali infetti numero 46.

REGIONE V. — **Emilia.**

Casi di carbonchio: 1 a San Mauro di Romagna (Forlì), 1 a Sant'Arcangelo di Romagna (Id.), 1 a Medolla (Ravenna), 3 a Montechiarugolo (Parma) — Casi di afta epizootica: 4 a Fontanellato (Parma) — Casi di moccio: 1 a Ravenna — Casi di peripneumonia: 1 a Bologna — Totale degli animali infetti n. 12.

REGIONE VI. — **Marche ed Umbria.**

Casi di carbonchio: 1 ad Osimo (Ancona).

REGIONE VIII. — **Lazio.**

Casi di afta epizootica: 8 a Capranica (Roma), 7 a Corneto Tarquinia (Id.), 20 a Sezze (Id.), 10 a Vetralla (Id.) — Casi di scabbia negli ovini: 103 a Latera (Roma), 279 a Onano (Id.) — Totale degli animali infetti n. 427.

REGIONE IX. — **Meridionale Adriatica.**

Casi di afta epizootica: 22 a Rocca di Mezzo (Aquila).

REGIONE X. — **Meridionale Mediterranea.**

Casi di afta epizootica: 2 a Castel Morrone (Caserta), 67 a Grazzanise (Id.), 29 a Vico di Pantano (Id.), 80 a Castelvolturno (Id.) — Casi di carbonchio: 7 a Spezzano Albanese (Cosenza) — Totale degli animali infetti n. 185.

REGIONE XI. — **Sicilia.**

Casi di vaiuolo pecorino: 93 a Caltanissetta, 1 ad Avola (Siracusa), 2 a Buccheri (Id.) — Totale degli animali infetti n. 96.

NB. Le provincie non indicate nel presente Bollettino sono esenti da epizoozie.

Roma, 10 giugno 1881.

Dal Ministero dell'Interno
Il Direttore capo della 5ª Divisione
CASANOVA.

MINISTERO DELLA GUERRA

Avviso.

Il Ministero mentre si riserva di pubblicare fra breve le apposite norme per la terza ammissione straordinaria nella Scuola militare al 1° dicembre 1881, in base al disposto nella circolare 15 marzo 1880, n. 22, ha fin d'ora determinato:

a) Che il tempo utile per l'accettazione delle domande di ammissione, stabilito al 15 del corrente mese, resti prorogato;

b) Che gli esami di ammissione che dovrebbero farsi il 1° luglio prossimo, abbiano luogo invece più tardi, in epoca che verrà indicata.

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI

Avviso.

Il giorno 10 corrente in Umbriatico, provincia di Catanzaro, è stato attivato un ufficio telegrafico governativo, al servizio del Governo e dei privati, con orario limitato di giorno.

Roma, li 11 giugno 1881.

Avviso.

L'Ufficio internazionale delle Amministrazioni telegrafiche, residente a Berna, annunzia che è interrotta la linea terrestre tra Bagdad e Fao (Turchia).

I telegrammi a destinazione del golfo Persico sono istradati per via austro-russo-persiana, e quelli a destinazione delle Indie ed oltre per via Zante o Malta, riscuotendo le tasse relative.

Roma, li 10 giugno 1881.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

SMARRIMENTO DI RICEVUTA (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato lo smarrimento della ricevuta rilasciata dalla Intendenza di finanza di Napoli in data 8 ottobre 1879 col n. 3250 ordinale e nn. 13244 di protocollo e 24440 di posizione, per il deposito del certificato 5 per cento nn. 130907-313847, della rendita di lire 55, a favore di Dascanio Rosa fu Michele, moglie di Nicola Petrucci, domiciliata in Napoli, col vincolo dotale esibito per tramutamento dal signor De Monaco Palmerindo, quale procuratore del signor De Leon Francesco Paolo fu Michele, cessionario della detta titolare.

Si diffida chiunque possa avere interesse che ai termini dello articolo 334 del regolamento 8 ottobre 1870, n. 5942, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, ove non intervengano opposizioni sarà restituito il titolo di cui trattasi ad esso signor De Leon Francesco Paolo fu Michele, senza obbligo della esibizione della ricevuta smarrita, che rimarrà di nessun valore.

Roma, 27 maggio 1881.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

SMARRIMENTO DI RICEVUTA (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato lo smarrimento della ricevuta rilasciata dalla Intendenza di finanza di Napoli in data 18 gennaio ultimo, col n. 284 ordinale e numeri 636 di protocollo e 32466 di posizione, per il deposito di due certificati 5 per cento, numeri 37980 e 149932-332872, della complessiva rendita di lire 165, al nome di Amodio Salvatore fu Domenico, domiciliato in Napoli, sottoposta ad ipoteca a favore delle Finanze dello Stato per cauzione di Amodio Domenico di Raffaele, esibiti dal detto signor Amodio Salvatore per riunione ed estensione di vincolo.

Si diffida chiunque possa avere interesse che, ai termini dello articolo 334 del regolamento 8 ottobre 1870, n. 5942, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, ove non intervengano opposizioni, sarà consegnato il titolo risultato dalla chiesta operazione al ripetuto signor Amodio Salvatore fu Domenico, senza obbligo della esibizione della ricevuta smarrita, che rimarrà di nessun valore.

Roma, 27 maggio 1881.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: num. 163317 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al n. 46717 della soppressa Direzione di Milano), per lire 240, al nome di *Schialler* Ettore fu Giuseppe, minore, rappresentato dal di lui tutore Francesco Citterio, di Milano, fu stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a *Scialer* Ettore fu Giuseppe, minore, ecc., vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, li 28 maggio 1881.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

REGIO ISTITUTO MUSICALE DI FIRENZE

Per ordine di S. E. il Ministro dell'Istruzione Pubblica, come da sua officiale del dì 31 maggio p. p., n. 3233, si fa noto quanto segue, cioè:

È aperto il concorso all'impiego di maestro di oboè in questo R. Istituto, con gli oneri e diritti di che nello statuto del dì 21 dicembre 1860 e nel regolamento approvato con R. decreto degli 11 agosto 1861, e con l'annuo stipendio di lire 1000, ai termini del ruolo organico approvato con R. decreto del 1° maggio 1879, numero 4876 (Serie 2ª).

Il concorso è indetto per esame, ma nel giudizio sarà tenuto anche conto dei titoli dai quali emerga la buona prova fatta dal candidato quale insegnante.

Il giudizio del concorso è deferito al Consiglio censorio sedente presso il R. Istituto Musicale di Firenze. Il Consiglio, se lo crede opportuno, avrà facoltà di aggregarsi qualche pratico a sua scelta per averne il parere come perito.

Il Consiglio censorio giudicherà secondo le norme stabilite dal suddetto regolamento, approvato con R. decreto degli 11 agosto 1861, ed osservato il disposto dell'art. 32 del già citato statuto del 21 dicembre 1860.

L'esame consisterà: 1° nel suono di un pezzo di concerto a scelta del candidato; 2° in quello all'improvviso di un pezzo di media difficoltà con trasporto da tuono a tuono, il tutto a scelta del Consiglio; 3° nel rispondere alle interrogazioni che saranno fatte al candidato intorno alla storia, alla natura, alla teoria ed alla pratica dell'istrumento, ed al modo migliore di insegnarne il suono.

Il candidato che riuscirà vincitore nel concorso entrerà in ufficio il dì 1° del prossimo venturo settembre e fruirà il relativo stipendio normale, ma in qualità di reggente. Dopo un anno di buon servizio, a giudizio della Presidenza del R. Istituto, egli otterrà il R. decreto di nomina definitiva, e comincerà a decorrere a suo vantaggio il tempo utile per ottenere i progressivi regolamentari aumenti dello stipendio.

Le domande dei concorrenti saranno inviate franche di posta al Ministero dell'Istruzione Pubblica in Roma, a cura del quale, quando appariscano regolari, saranno trasmesse alla Presidenza del R. Istituto in Firenze; esse dovranno contenere la precisa indicazione del domicilio del concorrente, perchè possa a suo tempo farglisi pervenire dalla ridetta Presidenza l'invito per l'esame, al quale dovrà recarsi a tutte sue spese.

Le domande saranno accompagnate dai seguenti documenti, cioè:

1. Fede di nascita del concorrente;
2. Attestato di sana costituzione fisica, in forma giuridicamente provante;
3. Stato autentico di famiglia del concorrente;
4. Fede criminale negativa;
5. Attestato di buona condotta rilasciato dall'autorità comunale.

I documenti qui sopra notati sotto n. 2 e seguenti saranno di data recente.

Il tempo utile per la presentazione delle domande si chiuderà con la fine del corrente mese di giugno.

Dal R. Istituto Musicale di Firenze, il dì 2 giugno 1881.

Il Presidente: L. F. Casamorata.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Si scrive da Costantinopoli alla *Politische Correspondenz* che il signor Goschen, prendendo congedo dal sultano ha tenuto un linguaggio molto energico, dichiarando che le riforme erano assolutamente necessarie, ma che Said pascià non era l'uomo da intraprenderle.

Lo stesso corrispondente dice che nessun ministro è disposto ad associare il suo nome alla cessione di territori turchi alla Grecia.

Questa ultima notizia si trova in una corrispondenza da Costantinopoli del *Daily Telegraph*, la quale afferma che prima Assym pascià e poi Server pascià hanno rifiutato di mettere il loro nome sotto la convenzione greco-turca. Secondo la stessa corrispondenza i greci insisterebbero per la pronta ratifica del trattato ed avrebbero indirizzate varie domande in proposito alle grandi potenze.

Il governo greco frattanto si prepara per occupare i territori la cui cessione è stata concordata tra la Turchia e la Grecia. Secondo il *Daily News* il quartiere generale dell'esercito greco dell'est sarebbe stato trasferito da Chalcis a Lamia. Da canto loro le truppe turche avrebbero incominciato a ritirarsi dalla frontiera greca.

Notizie da Costantinopoli in data 7 giugno assicurano che Midhat pascià ha rimesso al sultano una memoria in cui nega energicamente qualunque partecipazione al preteso assassinio di Abdul-Aziz ed afferma di non aver mai inteso parlare di un simile progetto.

Quanto alla deposizione d'Abdul-Aziz, Midhat confessa non solo di avervi partecipato, ma di esserne stato il principale autore, e dichiara di avere agito nell'interesse del paese e della dinastia perchè Abdul-Aziz rovinava il paese e voleva cambiare l'ordine di successione.

La memoria aggiunge che con quella deposizione si è evitato un movimento popolare imminente che poteva avere delle conseguenze disastrose.

Midhat termina dichiarando che lungi dall'essere colpevole, crede di aver contribuito a salvare il paese e conservato il trono all'erede legittimo, Abdul-Hamid.

Nella seduta del 9 giugno della Camera dei comuni d'Inghilterra il signor Carlo James Monk richiamò l'attenzione dei suoi colleghi sulla nuova tariffa generale francese.

Egli propose una mozione per dichiarare che la Camera vede con dolore il carattere protezionista di tale tariffa ed òpina che nessun trattato di commercio fra l'Inghilterra e la Francia sarà soddisfacente se esso non mira allo sviluppo delle relazioni fra i due paesi per una nuova riduzione dei dazi.

Fece osservare il signor Monk che nulla turba maggiormente le buone relazioni fra i due paesi quanto la promulgazione della detta tariffa che ha colto l'Inghilterra alla sprovvista. La incertezza in cui si trovano gli inglesi circa le intenzioni del governo francese è deplorevole. La tariffa sarà eccessivamente nociva agli interessi britannici. I dazi sulle lane inferiori sono più elevati di quelli sulle lane superiori. I dazi sull'acciaio e sul ferro sono quasi proibitivi.

L'oratore disse di sperare che il governo non si mostrerà soddisfatto di una simile situazione di cose; e che esso si adoprerà onde ottenere degli accomodamenti per impedire che l'Inghilterra venga posta in una situazione peggiore di quella in cui essa si trovava sotto il regime dei vecchi trattati.

Il signor John Simon appoggiò la proposta del signor Monk, e disse che i fabbricanti inglesi preferirebbero di rimanere senza trattato piuttosto che di averne uno basato sulla nuova tariffa. La pubblica opinione manifesta altamente i suoi sentimenti favorevoli al principio della reciprocità.

Il signor Carlo Dilke, sottosegretario parlamentare del ministero degli affari esteri, si dolse di vedersi obbligato ad invitare la Camera a non adottare la mozione del signor Monk. Egli disse di approvarne quasi compiutamente il concetto; ma soggiunse che non parrebbe degno della Camera di adottare una risoluzione simile nel momento in cui fra i due governi si stanno ricambiando attivissime comunicazioni riguardo al nuovo trattato.

Aggiunse poi il signor Dilke che la base dei negoziati non è ancora conosciuta dalla Camera. Il governo francese non ha fatto finora che comunicare confidenzialmente un progetto provvisorio di tariffa. Le ultime disposizioni del medesimo non possono ancora essere comunicate alla Camera.

Il governo deve esaminare accuratamente su quale fondamento poggino principalmente gli interessi del commercio inglese e quali proposte converrebbegli meglio di fare al governo francese.

Una delle maggiori difficoltà consiste in ciò che sopra taluni punti la nuova tariffa sembra essere più sfavorevole della precedente agli interessi inglesi, mentrechè sopra altri punti essa sembra essere più favorevole agli interessi medesimi.

Circa al ferro ed all'acciaio la disparità è dovuta ad un gran ribasso del prezzo. Quanto alla frode inerente al sistema *ad valorem*, l'oratore pensa che la si sia grandemente esagerata; ed inoltre una delle basi dei presenti negoziati si riferisce ai mezzi di impedire la frode. Il governo sa di quale importanza sia per l'Inghilterra tutto ciò che riguarda il commercio degli articoli sottoposti ai dazi *ad valorem*. Egli farà ogni sforzo per assicurare lo sviluppo di questo commercio, accordandogli vantaggi maggiori nella ragione degli interessi più minacciati.

Senza dubbio la sostituzione del dazio specifico al dazio *ad valorem* deve produrre un dazio basato sulla media. Ciò che in alcuni casi produrrà necessariamente dei dazi più elevati di quelli che ebbero vigore finora. È spiacevole di non poter ancora determinare su questo proposito le intenzioni del governo francese. Queste intenzioni sono note per quello che concerne il ferro e l'acciaio, ma non riguardo al commercio di importazione del cotone e delle lane. Il governo esaminerà queste questioni colla massima cura.

Quanto alla proroga provvisoria del trattato, il signor Carlo Dilke disse che se le negoziazioni continuano con speranza di successo, bisognerà richiedere una nuova proroga.

Il signor Roberto Burke e vari altri oratori dissero che il paese è grandemente disilluso, perchè l'anno scorso il governo gli aveva fatto concepire la speranza di un cangiamento notevole e vantaggioso nelle relazioni fra i due paesi.

La mozione del signor Monk venne adottata con 77 voti contro 49.

Nella seduta del 10 giugno il signor C. Dilke, rispondendo al signor Labouchère, dice che il governo non ha ricevuto nessuna informazione sull'invio di truppe ed armi russe in Bulgaria.

Rispondendo al signor A. Barlett, il signor Dilke disse che il territorio dei turcomanni tekke, annesso alla Russia, è il territorio detto Tekke-Oasi; ma il governo ignora quali ne sono limiti e se vi si mandano dei coloni. Una deputazione di turcomanni tekke essere giunta a Pietroburgo insieme ad un turcomanno di Merv, ma assicurarsi che sono venuti unicamente per vedere Pietroburgo e riferire ai loro compatrioti ciò che avranno veduto. Il governo non essere stato informato che dei negoziati abbiano luogo per assicurare la sottomissione dei turcomanni di Merv.

Il signor Gladstone, rispondendo al signor Labouchère disse: “ Or è qualche tempo ho ricevuto una lettera particolare dal signor Zankof, l'ex-ministro bulgaro, di cui ho fatta la conoscenza quando venne a visitare Londra. La sostanza della mia risposta, che non ha nulla d'ufficiale, è la seguente: Noi non abbiamo ricevuto informazioni sufficienti per poter formarci un'opinione su ciò che concerne la Bulgaria. Io aggiungeva: Il governo inglese sarà sempre in favore dell'ordine, della legalità e della libertà. „

Queste dichiarazioni furono accolte con applausi.

Il *Daily News* dice che durante il loro soggiorno a Parigi i commissari francesi, incaricati di negoziare il trattato di commercio, hanno sottoposto al governo della Repubblica le vedute dei commissari inglesi su alcuni punti della questione. Essi sono stati autorizzati a proporre delle riduzioni notevoli di diritti per vari articoli di poca importanza.

Scrivono per telegrafo da Bombay, 9 giugno, che si conferma pienamente la notizia di un serio scontro tra le truppe dell'emiro e quelle di Eyub presso Ghirisk. L'infanteria irregolare dell'emiro era stata, in principio dell'azione, respinta da quelli di Herat, ma questi ultimi furono poi schiacciati dall'infanteria e dalla cavalleria regolare dell'emiro.

La *Presse* di Vienna ha da Sofia che il principe Alessandro può fare assegnamento sull'esercito, i cui ufficiali sono quasi tutti russi. Esso avrà per sè pure il clero. L'esarca di Bulgaria, giunto da Costantinopoli, ha convocato a Sofia una conferenza di vescovi ed arcivescovi, i quali hanno deciso unanimemente di prestare al principe Alessandro il concorso della Chiesa. Da canto suo il partito liberale che il principe, seguendo i consigli del generale Ernroth, ha allontanato dagli affari, respinge in modo assoluto le proposte principali del principe: la sospensione della Costituzione per sette anni ed il potere dittatoriale. La frazione moderata del partito liberale consentirebbe però a certe modificazioni della Costituzione, a cagion d'esempio alla istituzione di un Consiglio di Stato, ma esigerebbe poi che al generale Ernroth fosse sostituito un bulgaro al ministero dell'interno.

Le Camere federali svizzere continuano i loro lavori.

Al Consiglio degli Stati, a proposito della gestione, si è

chiesta la revisione della legge sul lavoro delle fabbriche, specialmente riguardo alla disposizione che fissa ad undici ore la durata della giornata normale per gli operai adulti.

I motivi di questa proposta erano il malessere dell'industria svizzera e gli inciampi che la detta disposizione legislativa arreca agli industriali nei momenti di fretta.

La revisione non fu ammessa. Però il Consiglio federale venne invitato a fare estendere, dietro inchiesta, una relazione completa il più possibile circa la influenza dell'accennata legge sull'industria svizzera.

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Costantinopoli, 11. — Oggi fu sentita a Scio un'altra scossa di terremoto.

New-York, 11. — Rossa, uno dei capi feniani, dichiarò di non conoscere Machewitt e Roberts, autori dell'attentato di Liverpool: egli sapeva soltanto che Machewitt era l'agente di un giornale feniano di New-York.

Rossa negò che quell'attentato sia stato ispirato dai feniani, ma confessò che era per altro conforme allo spirito che anima la organizzazione feniana. Egli dichiarò di sapere che nello scorso dicembre alcune materie esplodenti erano state poste a bordo della nave inglese *Dotterel* per farla saltare in aria e che parecchi irlandesi, i quali servono a bordo di altre navi della marina inglese, assicurarono i feniani che erano pronti a fare altrettanto.

Parigi, 11. — Oggi ebbe luogo la riunione dei quattro gruppi della sinistra.

Bardoux propose una mozione colla quale si prega il presidente della Repubblica a fissare le elezioni pel 17 luglio.

Questa mozione fu appoggiata dai delegati dell'estrema sinistra, e dell'Unione repubblicana, ma la sinistra e il centro sinistro dichiararono che la mozione era inattesa e non potevano esaminarla.

Non fu presa alcuna decisione.

I quattro gruppi esamineranno la proposta in una prossima riunione.

Il Consiglio dei ministri esaminò stamane la situazione, e sarebbe disposto ad anticipare le elezioni secondo la mozione Bardoux, se la Camera lo domanda.

Parigi, 11. — La Commissione incaricata di esaminare il progetto pel traforo del Sempione prese conoscenza dei documenti forniti dal governo, e riconobbe la necessità di un nuovo passaggio attraverso le Alpi.

La Commissione partirà mercoledì da Parigi per recarsi sulle Alpi.

Costantinopoli, 11. — Un iradè del sultano autorizza l'elezione del patriarca armeno-cattolico, in luogo del cardinale Hassun. È probabile che sia eletto monsignor Azarian.

Il bilancio ottomano presenterà un disavanzo di sette milioni di lire turche.

Vienna, 11. — Il rapporto sull'ispezione del corpo del generale Uchatius conchiude che il generale si è suicidato, trovandosi in uno stato di alienazione mentale.

Berlino, 11. — Il Reichstag approvò i rimanenti articoli del progetto di legge sull'assicurazione degli operai pei casi di accidenti e di disgrazie. Il progetto fu approvato secondo le proposte della Commissione, senza alcuna modificazione.

Napoli, 12. — S. M. la Regina e S. A. il Principe di Napoli imbarcaronsi alle ore 11 30 sulla *Staffetta*, e sono partiti per Castellammare per assistere al varo del *Flavio Gioia*, scortati dalle corazzate *Roma*, *Principe Amedeo* e *Duilio*.

Milano, 12. — L'onorevole Luzzatti pubblicò nel *Sole* alcune note sulla nuova tariffa francese, censurando gli aumenti, consigliando di non potersi conchiudere un trattato se non schiettamente equo, che distribuisca compensi per le esportazioni agrarie e industriali ed anche riguardo alla pesca marina, preferendo un accordo sul principio della nazione più favorita. Egli chiude le note dicendo: « Dopo la precedente ripulsa, bisogna procedere con somma cautela, che è imposta anche dal sentimento della dignità nazionale. »

Parigi, 12. — Sembra che l'idea di anticipare le elezioni vada perdendo terreno.

È probabile che la Camera non si separi senza votare il bilancio.

La Commissione del bilancio domanderà domani che la Camera fissi a giovedì la discussione del bilancio.

Berlino, 12. — L'imperatore è partito ieri sera per Ems.

Il Reichstag, nella seduta di notte, approvò in prima e seconda lettura i trattati di commercio coll'Austria-Ungheria, Svizzera e Belgio.

New-York, 10. — Proveniente da Palermo è arrivato il piroscafo *Vincenzo Florio*, della Società Florio.

Castellammare, 12. — Il varo del *Flavio Gioia* ebbe luogo alle ore 2 10 ed è riuscito splendidamente. Vi assistevano S. M. la Regina e il Principe ereditario, giunti alle ore 1 30. S. M. e il Principe furono ricevuti nel cantiere da tutte le autorità della provincia e dal vescovo di Castellammare. Gli augusti personaggi ripartirono dopo il varo per Napoli, salutati dalle artiglierie della squadra, come al loro arrivo.

Parigi, 12. — Si ha da Tunisi, in data dell'11:

Il bey consegnò solennemente a Roustan la decorazione di Ahid.

La missione tunisina partirà domani per Parigi a bordo della *Jeanne d'Arc*.

Roustan comunicò ai rappresentanti delle potenze l'incarico che egli ebbe dal bey di mantenere le relazioni fra loro ed il governo beicale.

Il console di Germania rispose subito affermativamente, senza riserve. Alcuni altri consoli si congratularono con Roustan, ma dissero che risponderanno soltanto dopo che avranno ricevuto le istruzioni dei loro governi.

Credesi che il console italiano non abbia ancora risposto, e che egli abbia chiesto un congedo di tre mesi.

Parigi, 12. — Alla corsa pel grande premio della città di Parigi, *Foxhall*, cavallo americano, giunse primo, *Tristan* secondo e *Albion* terzo.

Bucarest, 12. — Dopo vive istanze della maggioranza parlamentare, Giovanni Bratiano consente a ritirare la sua dimissione da senatore ed a restare alla testa del partito liberale.

Spezia, 12. — La corazzata *Maria Adelaide* è giunta oggi, richiamata per gli esperimenti d'artiglieria.

Aden, 12. — Si annunzia che il viaggiatore italiano Giulietti, il quale, accompagnato da una scorta concessagli dal comandante il legno stazionario in Assab, aveva intrapreso in aprile una esplorazione dallo scalo egiziano di Bailul verso l'interno per riconoscere, a scopo scientifico e commerciale, il corso del Qualima, sia stato aggredito dagli indigeni a quattro giornate da Bailul ed ucciso coi compagni.

Mancano finora maggiori particolari.

Roma, 13. — Appena ricevuta la prima notizia dell'aggressione di cui furono vittime, presso lo scalo egiziano di Bailul, il viaggiatore Giulietti ed i suoi compagni, il Governo del Re ha immediatamente telegrafato al Cairo per reclamare una energica inchiesta e l'esemplare punizione dei colpevoli.

Orano, 13. — Il generale Detrie pose in fuga un gruppo di insorti che comprendeva 400 uomini a cavallo e 600 a piedi.

Questi ebbero 50 uomini fra morti e feriti. I francesi ebbero due feriti.

Liverpool, 13. — Trecento irlandesi armati si diressero nella notte scorsa verso la prigione per liberare i feniani arrestati, ma datosi l'allarme uscirono i custodi armati, e gli irlandesi si dispersero.

Madrid, 13. — Il Consiglio dei ministri decise di fissare la elezione dei deputati al 21 agosto, e quella dei senatori al 4 settembre.

Le Cortes si riunirebbero il 20 settembre.

NOTIZIE DIVERSE

Roma. — Ieri, domenica 12, alle ore 5 pom., Sua Maestà il Re, accompagnato da S. E. il generale Medici e da un aiutante di campo, si recava alla piazza d'armi della Farnesina, fuori porta del Popolo, ad assistere alla solenne distribuzione dei premi ai tiratori premiati nelle gare domenicali del tiro a segno e nel gran concorso finale di tiro del 1881.

Da uno squadrone di Nizza cavalleria e da una compagnia di fanteria, con musica e bandiera, furono resi gli onori a Sua Maestà, che venne ricevuta all'ingresso del recinto del tiro dal commendatore Allievi, presidente della Società del tiro a segno, e dal cav. Corazzi, direttore del tiro.

Dopo che Sua Maestà venne ossequiata dalle LL. EE. i ministri Baccelli, Ferrero e Berti, dai generali De Sonnaz e Bariola, dal comm. Armellini, ff. di sindaco, e dal colonnello Pelloux, segretario generale del Ministero della Guerra, incominciò la *poule* d'onore, di soli otto colpi, a 300 metri di distanza, alla quale presero parte solamente i venti tiratori premiati nel concorso finale, e che fu vinta dal sig. Luigi Comotti, tenente dei bersaglieri, che ebbe quindi la medaglia d'oro assegnata dalla Società.

Il presidente, comm. Allievi, prese quindi a rallegrarsi coi tiratori dei resultati ottenuti quest'anno, e riscosse meritati applausi dimostrando la grande utilità dell'istituzione delle Società di tiro a segno a grandi distanze, che vanno sorgendo in tutte le provincie della nostra penisola.

Terminato il discorso del comm. Allievi, il cav. Corazzi chiamò i tiratori premiati, che si recarono sul palco Reale a ricevere i diplomi dalle mani di S. M., che li incoraggiò a proseguire negli esercizi di tiro.

Uscendo dalla Farnesina, S. M. il Re venne entusiasticamente acclamato dalle molte centinaia d'invitati e dalla folla di popolo che assisteva alla distribuzione dei premi da fuori del recinto.

Esposizione nazionale di belle arti in Roma. — L'altro ieri, sabato, radunavasi in Campidoglio, convocata dal sindaco, la Commissione generale per l'Esposizione e il Congresso artistico da tenersi in Roma nel 1882-1883. Vi convenivano oltre a 50 signori, tra professori, artisti e rappresentanti degli Istituti e Municipi delle varie provincie d'Italia.

Procedutosi alla costituzione dell'ufficio di presidenza vennero eletti presidente, per acclamazione, il sindaco di Roma; vicepresidenti il duca Leopoldo Torlonia e il conte Panissera di Veglio, prefetto del R. Palazzo; segretari i signori Tenerani e Ferrari.

Per deliberazione dell'assemblea ad altra seduta fu rinviata la nomina del Comitato esecutivo e l'approvazione del progetto di regolamento per l'Esposizione e il Congresso.

Regia Marina. — Ecco alcune notizie tecniche sull'incrociatore *Flavio Gioia*, che fu felicemente varato a Castellammare di Stabia:

Il *Flavio Gioia* è lungo 78 metri e largo 12,80. L'altezza di sotto la chiglia è di metri 7 e centimetri 95.

Lo scafo è in ferro, a doppio fondo, con imbagliature cellulari; e sono anche in ferro gli alberi maggiori.

Il bastimento può andare a vela ed a macchina, e la velocità calcolata è di 15 miglia. Avrà una macchina della forza di 5000 cavalli effettivi; e lo spostamento in pieno carico è di 2500 tonnellate.

Un lascito all'Ossario di San Martino e per esso alla Società di Solferino e San Martino. — Leggesi nel *Bollettino della Società di Solferino e San Martino* del sette giugno:

Noi abbiamo oggi delle buone notizie a dare ai nostri soci, e comincieremo dalla più importante. Il maggior generale Placido Balegno, di Carpeneto, legò all'Ossario di San Martino le sue decorazioni, nonchè quelle di suo fratello Angelo, colonnello del 14° fanteria, morto sul campo di battaglia il 24 giugno 1859 a San Martino.

Un dono, e soprattutto di tal natura, riceve il suo valore morale dalla qualità del donatore.

TEATRI E CONCERTI. — Sabato è andata in scena al teatro Costanzi l'opera *La forza del destino*, cantata dalle signore Fossa e Novelli, dal tenore Sani, dai baritoni Ciapini e Polonini e dal basso Mirabella. Il popolare spartito di Verdi ha avuto un bellissimo successo: il pubblico volle la replica della *sinfonia*, suonata molto bene dall'orchestra, e del *rataplan*. Fra gli interpreti si distinsero specialmente il tenore Sani, le signore Fossa e Novelli ed il basso Mirabella. I pezzi più importanti affidati agli artisti principali ebbero tutti, del resto, esecuzione lodevole; solo si manifestò qualche incertezza in alcuni pezzi di assieme, e segnatamente nella *preghiera* della prima parte dell'atto secondo.

Ieri il teatro è rimasto chiuso per indisposizione del tenore Sani. In città correva pur voce di difficoltà in cui si troverebbe l'impresa, il passivo essendo superiore all'attivo, malgrado i lauti incassi fatti colla Donadio.

Ieri si è data al Politeama la terza rappresentazione della *Saffo* di Pacini; si assicura che entro la settimana andrà in scena l'opera del maestro Mercuri: *Il violino del diavolo*, nuova per Roma.

Ieri ha esordito al Valle, con l'operetta di Suppé *Donna Juanita*, la compagnia tedesca di operette, che ha avuto buonissima accoglienza: questa compagnia conta una prima attrice-cantante di molto talento, la signora Zerlina Drucker, un'artista che recita e canta con molto brio, qualche discreto attore, ma nell'assieme non è al disopra delle compagnie italiane e francesi. Per la *mise en scène* è piuttosto inferiore, e non dà affatto l'idea del lusso e del gusto artistico dei teatri di Vienna.

Questa sera la *Società Musicale Romana* replica l'esecuzione del Salmo LVI di Bazzini, e della *Prima notte di Valpurga* di Mendelsshon; una terza esecuzione avrà luogo venerdì 17.

Le due più importanti filodrammatiche di Roma, quella presieduta dal duca Grazioli, e quella presieduta dal marchese Capranica Del Grillo, si sono riunite per dare una recita a beneficio della *Casa di ricovero per i vecchi artisti drammatici* fondata a Bologna; la recita si darà il 25 al teatro Rossini, la commedia scelta è il *Goldoni* di Ferrari.

A Milano si sta formando una Società per l'impianto di una Compagnia drammatica stabile, che agirebbe al teatro Manzoni.

La nuova commedia di Anselmi, *La Fuggitiva*, rappresentata al Fossati, non ha avuto liete accoglienze.

Il tempo cattivo di questi giorni

È veramente eccezionale il tempo avuto in Italia in questi ultimi giorni, però se mal comune è mezzo gaudio consoliamoci che una condizione se non altrettanto triste certo assai

sfavorevole è toccata ai paesi dell'Europa occidentale tutta ed anche della centrale, come rilevasi dal *Bollettino Meteorico dell'Ufficio Centrale di Meteorologia*.

Il giorno 5 in Italia la temperatura alle 7 ant. era sui 20 gradi in moltissime stazioni e il barometro sorpassava l'altezza normale, quantunque di poco.

Il 6 alla stessa ora la temperatura diminuita alquanto al nord era salita però al sud, mentre il barometro discendeva notevolmente, specie sull'Italia settentrionale. Contemporaneamente due depressioni atmosferiche esistevano sull'Europa, una aperta nell'alto nord, l'altra al sud-est dell'Inghilterra col centro nel passo di Calais. È quest'ultima che il mattino del 7, dopo aver attraversata la Francia arrecandovi delle copiose piogge, portò il suo centro sull'alta Italia, mentre l'altra circoscrittasi lo aveva sulla Scandinavia meridionale.

Attorno a questi centri girava un'area di pressione barometrica inferiore ai 750 millimetri, estesa per oltre 50 gradi di latitudine e foggiata a 9 diritto colla punta sull'Italia. Per effetto di una tal condizione i venti scorrevano intorno a questa immensa depressione, quelli delle regioni polari invadendo l'occidente d'Europa e cagionandovi un abbassamento di temperatura addirittura straordinario, talchè, per limitarsi a due soli esempi, nel Portogallo il termometro discese in 24 ore fino di 14 gradi e sul bacino di Parigi la temperatura si mantenne per lo stesso periodo di tempo fra gli 8 e i 12 gradi. All'incontro i venti caldi del mezzodì d'Europa scorrendo dal sud al nord nelle regioni orientali, producevano quivi una condizione affatto opposta, e troviamo a Mosca il giorno 7 alle 7 ant. 22 gradi di temperatura con un aumento dal giorno precedente di oltre 10 gradi.

Nei successivi giorni 8 e 9 le condizioni, contro ogni aspettazione, furono quasi le stesse, colla sola differenza che l'area di basse pressioni, modificata alquanto la sua forma, però conservandosi sempre estesissima, ebbe un movimento lentissimo verso l'est, e il tempo peggiorò continuamente nella nostra penisola e altrove. Le temperature superiori ai 20 gradi, seguendo esse pure il moto della depressione, vennero confinate all'estremo oriente e al sud-est d'Europa.

Forti correnti d'aria fredda giungendo continuamente sulla calda all'occidente seguitarono ad abbassare la temperatura, generando numerosi e continui temporali e rendendo in molti punti tempestoso il mare.

Il 9 le alte cime dell'Appennino centrale e qualcheduna di quello meridionale sono imbiancate di neve, e sul San Gottardo all'altezza di 2100 metri sul livello del mare si misurano in 72 ore ben 60 m. di neve, con una temperatura alle 7 ant. del 9 di 5 gradi e mezzo al disotto di zero.

Il tempo al mattino del 10 è molto migliore per l'Italia, però le condizioni barometriche d'Europa sono sensibilmente le stesse. La suaccennata depressione continua lenta il suo moto verso l'est, ma il barometro sale poco e poco regolarmente all'ovest. E come si muta lentamente la pressione atmosferica, così migliora stentatamente il tempo. Però non voglia la sfortuna nostra che si verifichi il presagio dell'Ufficio Meteorologico del *New-York Herald* che ci promette, per il 10 appunto, l'arrivo di una nuova depressione sulle coste della Norvegia e delle isole Britanniche, che in tal caso, almeno per ora, è imprevedibile quel che sarà per avvenire.

TELEGRAMMI METEORICI
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 11 giugno 1881.

La depressione dei passati giorni restringendosi notevolmente si è trasportata sulla Russia occidentale. Riga 745 mm.; Pietroburgo, Vilna 745. Alte pressioni sul Mediterraneo occidentale. Algeri 767.

In Italia il barometro è salito specialmente al centro. Pressioni: 758 Lecce; 760 Foggia, Catanzaro; 761 alta Italia, Roma, Reggio Calabria; 763 Sardegna, Malta.

Ieri e anche nella notte pioggia fuorchè nell'alta Italia e numerosi temporali. Venti forti intorno al ponente nella bassa Italia e isole; freschi di N altrove.

Stamane cielo sereno in molte stazioni dell'Italia superiore; nuvoloso altrove. Venti del 4° e 1° quadrante abbastanza forti qua e là. Temperatura nuovamente abbassata in parecchie stazioni.

Mare molto agitato a Palermo; agitato o mosso altrove.

Tempo migliorato. Continuano venti freschi o forti del 4° e 1° quadrante, e sono probabili dei temporali specialmente nella bassa Italia.

BOLLETTINO METEORICO
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 12 giugno

STAZIONI	Stato del cielo 7 ant.	Stato del mare 7 ant.	TEMPERATURA	
			Massima	Minima
Belluno.......	1/4 coperto	—	16,2	9,0
Domodossola	sereno	—	19,9	9,9
Milano........	sereno	—	22,6	12,4
Venezia	1/4 coperto	—	18,7	13,0
Torino........	1/4 coperto	—	22,0	10,9
Parma........	1/4 coperto	—	21,7	12,5
Modena.......	1/4 coperto	—	20,7	7,5
Genova.......	tutto coperto	mosso	21,5	15,0
Pesaro........	sereno	calmo	17,8	12,3
P. Maurizio..	1/4 coperto	mosso	25,0	13,3
Firenze.......	1/2 coperto	—	23,0	11,0
Urbino........	sereno	—	16,3	10,2
Ancona.......	burrascoso	calmo	17,6	13,6
Livorno	1/4 coperto	legg. mosso	20,5	15,5
C. di Castello	1/2 coperto	—	19,2	6,2
Camerino	1/4 coperto	—	14,8	8,3
Aquila........	sereno	—	16,3	5,7
Roma.........	1/4 coperto	—	20,6	10,3
Foggia........	sereno	—	19,0	9,3
Napoli........	1/4 coperto	calmo	19,4	12,0
Potenza	1/4 coperto	—	12,7	5,1
Lecce	sereno	—	19,1	11,0
Cosenza	sereno	—	19,0	8,3
Cagliari	sereno	calmo	22,0	12,0
Catanzaro ...	1/4 coperto	—	16,8	10,2
Reggio Cal...	3/4 coperto	mosso	20,8	14,1
Palermo.......	nebbioso	legg. mosso	18,6	11,5
Caltanissetta	sereno	—	17,6	8,6
P. Empedocle	1/4 coperto	mosso	—	—
Siracusa......	1/2 coperto	calmo	21,9	14,0

Osservatorio del Collegio Romano — 11 giugno 1881.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49^m,65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	760,9	761,3	761,2	762,6
Termomet. esterno (centigrado)	11,2	19,9	19,2	15,8
Umidità relativa....	91	43	44	67
Umidità assoluta...	9,05	7,51	7,27	8,94
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	N. 2	SW. 0	WSW. 24	calma
Stato del cielo........	cumuli	cumuli	cumuli	sereno

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Massimo = 20,6 C. = 16,5 R. | Minimo = 8,8 C. = 7,0 R.
Pioggia in 24 ore: mm. 1,1.

Osservatorio del Collegio Romano — 12 giugno 1881.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49^m,65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	762,8	763,0	762,8	764,3
Termomet. esterno (centigrado)	14,2	20,3	19,8	16,1
Umidità relativa....	78	50	50	70
Umidità assoluta...	9,39	8,91	8,51	9,55
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	calma	calma	WSW. 18	calma
Stato del cielo........	8[10 coperto	4[10 coperto	3[10 coperto	semicop.

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termometro: Massimo = 20,8 C. = 16, R,6 — Minimo = 11,1 C. = 8,9 R.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA
del dì 13 giugno 1881.

VALORI	GODIMENTO DAL	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI Lettera	CONTANTI Danaro	FINE CORRENTE Lettera	FINE CORRENTE Danaro	FINE PROSSIMO Lettera	FINE PROSSIMO Danaro	Nominale
Rendita Italiana 5 0/0	1° luglio 1881	—	—	92 55	92 50	—	—	—	—	—
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certificati sul Tesoro - Emiss. 1860/64	1° aprile 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	94 90
Prestito Romano, Blount	»	—	—	—	—	—	—	—	—	93 50
Detto Rothschild	1° giugno 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	94 65
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0	1° aprile 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Municipio di Roma	1° gennaio 1881	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Regia Cointeressata de'Tabacchi	»	500 »	350 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette 6 0/0	»	500 »	—	—	—	—	—	—	—	—
Rendita Austriaca	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banca Nazionale Italiana	1° gennaio 1881	1000 »	750 »	—	—	—	—	—	—	—
Banca Romana	»	1000 »	1000 »	—	—	—	—	—	—	1110 »
Banca Generale	»	500 »	250 »	—	—	681 »	680 »	—	—	—
Banca Nazionale Toscana	»	1000 »	700 »	—	—	—	—	—	—	—
Società Gen. di Cred. Mobiliare Italiano	»	500 »	400 »	—	—	—	—	—	—	947 »
Società Immobiliare	1° aprile 1881	500 »	500 »	503 »	502 »	—	—	—	—	—
Banco di Roma	1° gennaio 1881	500 »	250 »	—	—	637 »	636 »	—	—	—
Banca Tiberina	»	250 »	125 »	—	—	—	—	—	—	—
Cart. Cred. Fond. Banco Santo Spirito	1° aprile 1881	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	470 »
Fondiaria (Incendi)	1° gennaio 1881	500 oro	100 oro	—	—	—	—	—	—	—
Idem (Vita)	»	250 oro	125 oro	—	—	—	—	—	—	—
Società Acqua Pia antica Marcia	»	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	935 »
Obbligazioni detta	»	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Società italiana per condotte d'acqua	»	500 oro	150 oro	—	—	—	—	—	—	547 »
Anglo-Romana per l'illuminaz. a Gas	»	500 »	500 »	—	—	950 »	945 »	—	—	—
Compagnia Fondiaria Italiana	—	250 »	250 »	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Romane	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Meridionali	1° gennaio 1881	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	492 »
Obbligazioni dette	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Buoni Meridionali 6 per cento (oro)	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Comp. R. Ferr. Sarde, az. di preferenza	1° gennaio 1881	250 »	250 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Ferrovie Sarde nuova emiss. 3 0/0	1° ottobre 1880	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	279 »
Az. Str. Ferr. Palermo-Marsala-Trapani	»	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	»	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	—	—	—	—	—	—	—
Gas di Civitavecchia	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Pio Ostiense	—	430 »	430 »	—	—	—	—	—	—	—

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90			
Marsiglia	90	99 95	99 70	—
Lione	90			
Londra	90	25 29	25 24	—
Augusta	90	—	—	—
Vienna	90	—	—	—
Trieste	90	—	—	—
Oro, pezzi da 20 lire	—	20 32	20 31	—
Sconto di Banca	—	—	—	—

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

5 0[0 (1° semestre 1881) 94 90, 92 1[2, 95 fine.
Parigi *chèques* 100 90.
Oro 20 32.
Rendita italiana 5 0[0 (1° luglio 1881) 92 70, 65, 55 cont.
Banca Generale 679, 680 25, 680 50 fine.
Banco di Roma 636.

Il Sindaco: A. Pieri.

BANCA NAZIONALE NEL REGNO D'ITALIA

Riassunto della situazione del dì 31 del mese di Maggio 1881

3150

Capitale sociale o patrimoniale, utile alla tripla circolaz. (R. Decr. 23 sett. 1874, N. 2237) L. 150,000,000

Riserva metallica vincolata (art. 57 Reg. 21 gennaio 1875) . . . . L. 78,000,000

ATTIVO.

Voce	Dettaglio	Importo	Subtotale	Totale
Casse e riserva				L. 168,744,717 98
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 190,072,137 92		
	id. maggiore di 3 mesi	„ 3,200,000 „		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	„ 143,073 23	200,639,442 15	
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	„ 7,224,231 „		215,791,872 21
	Cambiali in moneta metallica	„ 14,933,407 86		
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	„ 219,022 20	15,152,430 06	
Anticipazioni				„ 49,430,251 80
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca		L. 148,261,337 18	
	Id. id. per conto della massa di rispetto		„ 28,788,960 67	
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza		„ „	177,985,620 07
	Effetti ricevuti all'incasso		„ 935,322 22	
Crediti *				„ 168,271,969 87
Sofferenze				„ 5,659,885 54
Depositi				„ 872,585,939 30
Partite varie				„ 44,907,105 55
			Totale	L. 1,703,377,362 32
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso				„ 3,222,472 95

* Crediti	Importo	Totale
Anticipazione al Tesoro per disposizione statutaria	L. 5,000,000 „	
Tesoro c/ quota s/ mutuo di 50 milioni in oro	„ 29,791,460 „	
Crediti ipotecari	„ 1,426,050 61	
Tesoro c/ mutuo oro a termini della conv. 1° giugno 1875	„ 44,334,975 22	168,271,969 87
Azionisti a saldo azioni	„ 50,000,000 „	
Tesoro c/ scudi d'argento somministrati c/ valuta divisionaria	„ 27,250,470 „	
Conti correnti attivi	„ 10,469,014 04	

Totale generale . L. 1,706,599,835 27

PASSIVO.

Voce	Importo
Capitale	L. 200,000,000 „
Massa di rispetto	„ 29,515,000 „
Circolazione biglietti di Banca, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa	„ 429,238,503 „
Conti correnti ed altri debiti a vista	„ 28,454,434 81
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	„ 61,285,987 91
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	„ 872,585,939 30
partite varie	„ 80,564,114 84
Totale	L. 1,701,643,979 86
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	„ 4,955,855 41
Totale generale	L. 1,706,599,835 27

Distinta della Cassa e Riserva.

Voce	Importo
Oro	L. 26,899,183 50
Argento	„ 54,311,837 64
Bronzo nella proporzione dell'1 per mille (Art. 30 Reg. 21 gennaio 1875)	„ 161,384 61
Biglietti consorziali	„ 80,173,590 50
Riserva	L. 161,545,996 25
Eccedenza del 10 0[0 delle valute divisionarie somministrate al Tesoro c/ scudi	„ 2,727,272 73
Biglietti di altri Istituti d'emissione	„ 4,371,991 61
Bronzo eccedente la proporzione dell'1 per mille	„ 99,457 39
Cassa	L. 168,744,717 98

Biglietti, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa in circolazione.

Valore	Numero	Importo
da L. 50	1,532,421	L. 76,621,050 „
da L. 100	1,135,975	„ 113,597,500 „
da L. 500	308,842	„ 154,421,000 „
da L. 1000	83,803	„ 83,803,000 „
Somma		L. 428,442,550 „

Biglietti ecc. di tagli da levarsi di corso.

Valore	Numero	Importo
Della cessata Banca per le 4 Legazioni N. 6 da 20 e 28 da 10 scudi a L. 5 32		L. 2,128 „
da L. 25	N. 26,851	„ 671,275 „
da L. 40	„ 2,120	„ 84,800 „
da L. 250 della cessata Banca di Genova	„ 59	„ 14,750 „
da L. 1000 della cessata Banca di Genova	„ 23	„ 23,000 „
Totale		L. 429,238 503 „

Il rapporto fra il capitale L. 150,000,000 „ . . . . e la circolaz. L. 429,238,503 „ è di uno a 2 861

Il rapporto fra la riserva L. 161,545,996 25 { la circolazione L. 429,238,503 „ e gli altri debiti a vista . „ 28,454,434 81 } L. 457,692,937 81 è di uno a 2 833

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese per cento e ad anno.

	Maggiore di 20 giorni		Minore di 20 giorni
Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	4 0/0		5 0/0
Sulle cambiali pagabili in metallo	4 0/0		5 0/0
Per le anticipazioni su titoli e valori		5 0/0	
Per le anticipazioni su sete		5 0/0	
Per le anticipazioni su altri generi (*Banco di Napoli*)		„	
Sui conti correnti passivi		2 0/0	

Prezzo corrente delle azioni	L. 2290 „
Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato	„ 13 46

Le Sedi e le Succursali di Alessandria, Ancona, Bari, Bologna, Castellammare, Catania, Livo o, Lucca, Messina, Modena, Piacenza e Vicenza sono autorizzate a scontare al 4 0[0 anche gli effetti con scadenza inore di giorni 20.

Roma, 10 giugno 1881.

R. TRIBUNALE CIVILE E CORREZ. DI CIVITAVECCHIA.

In sede commerciale.

Atto di notifica e citazione.

A richiesta della ditta commerciale Thomson-Enderson et C° di Livorno, e per essa del sig. Antonio Sartini, rappresentante in Roma, ivi domiciliato, ed elettivamente in Civitavecchia presso e nello studio dell'avvocato Augusto Riggi procuratore, da cui è rappresentato,

Io sottoscritto Luigi Cristofari, usciere addetto al R. Tribunale civile e correzionale di Civitavecchia, ho notificato alla *General Iron Stheam-Ship Insurance Association di Newcastle of Tyne*, e per essa al sig. Edward S. Scorfielce, domiciliato in Newcastle of Tyne (Inghilterra) il ricorso presentato dal signor Antonio Sartini nella suespressa qualifica, nonchè il decreto rilasciato addì 9 corrente giugno dall'ill.mo signor presidente di questo Tribunale, autorizzativo a procedere a sequestro conservativo sopra tonn. 425, kg. 748 carbone fossile; nonchè ho citata la medesima *General Iron Stheam-Ship Insurance Association di Newcastle of Tyne*, e per essa il sig. Edward S. Scorfielce, a comparire innanzi questo Tribunale civile e correzionale di Civitavecchia, sedente in forma di commercio, e nella udienza del giorno 28 settembre futuro, per ivi sentire dichiarare buono e valido, e confermare il sequestro assicurativo eseguito a mezzo di me stesso sottoscritto usciere con verbale del giorno 9 corrente, sopra tonn. 425, kg. 748 carbon fossile Newpelton, salvato dal naufragio del vapore *Linda*, quale carbone trovasi depositato presso l'antica Porta Romana di questa città, nell'area, che fa angolo col bastione, e coll'ufficio dei Bellettieri, condannarsi alle spese di lite, salva la liquidazione dei danni, emanarsi sentenza provvisoriamente eseguibile.

Civitavecchia, 11 giugno 1881.

3168 LUIGI CRISTOFARI usciere.

OSPEDAL GRANDE DI VITERBO

Avviso di secondo esperimento — *Vendita d'un taglio di macchia cedua di castagno.*

Innanzi il sottoscritto, alle ore dieci antimeridiane del giorno 25 giugno 1881, avrà luogo il secondo esperimento per l'aggiudicazione provvisoria, col metodo della candela vergine, d'un taglio di macchia di castagno denominata *Lo Scalone*, in un solo lotto, pel prezzo di base all'incanto di lire 27,595 05.

Le offerte verranno fatte in aumento al prezzo suddetto, e non potranno essere minori di lire 20 ognuna. Si procederà all'aggiudicazione quand'anche non vi fosse che un solo offerente.

Il deposito a garanzia dell'offerta e delle spese da effettuarsi antecedentemente all'asta sarà di lire 2125.

L'aggiudicatario definitivo dovrà esibire un fideiussore solidale la cui idoneità dovrà esser riconosciuta dalla Deputazione amministrativa del pio Luogo. Il capitolato d'oneri è visibile in questa segreteria dalle ore 8 antimeridiane alle 6 pomeridiane di ciascun giorno.

Col giorno poi 12 luglio p. v., alle ore 10 antimeridiane precise, scadrà il tempo utile per presentare le offerte coll'aumento non minore del ventesimo.

Viterbo, 9 giugno 1881.

Il presidente della Deputazione

3145 CARLO avv. FRETZ.

AVVISO.

Si deduce a pubblica notizia per tutti gli effetti di legge che a partire dal 1° corrente il negozio da lampista sito in via del Corso n. 295 e via Nazionale, n. 253, è esercito dal solo Ferdinando Franceschi, il quale solo pertanto risponderà verso i terzi delle obbligazioni tutte del negozio stesso.

Roma, 11 giugno 1881.

3132 FERDINANDO FRANCESCHI.

PROVINCIA DI ROMA — COMUNE DI BRACCIANO

AVVISO D'INCANTO DEFINITIVO per l'affitto delle erbe della tenuta comunale Quarticcioli *nella stagione* 1881-82.

Nel tempo utile è stata presentata l'offerta di lire 410 50 a titolo ventesimo sulla somma di lire 8000, costituente il prezzo di provvisoria aggiudicazione dell'affitto delle erbe suddette; per cui il citato prezzo ascende ora in totale a lire 8410 50.

A termini dell'articolo 99 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, dovendosi ora procedere ad un nuovo e definitivo incanto, si avverte che tale esperimento d'asta avrà luogo in questa Residenza municipale alle ore 10 antimeridiane del giorno 25 giugno corrente, dinanzi al sottoscritto, col metodo della estinzione di candela vergine, e ferme restando tutte le condizioni espresse nell'avviso d'asta del giorno 10 maggio prossimo passato.

Bracciano, 10 giugno 1881.

Il Sindaco: PIETRO SALVJ.

3143 *Il Segretario*: O. CINI.

(1ª *pubblicazione*)

BANCO DI SCONTO RIMINESE

AVVISO.

Sono invitati gli azionisti ad intervenire all'assemblea generale pel giorno 26 giugno 1881, alle ore 10 antimeridiane, nella sala del Municipio.

Ordine del giorno:

1. Rapporto del Comitato di controllo e del Consiglio di amministrazione.
2. Discussione ed approvazione del bilancio consuntivo dell'esercizio 1880.
3. Rinnovazione di parte del Consiglio di amministrazione.
4. Nomina del Comitato di controllo.

Qualora non avesse luogo questa adunanza per mancanza di numero legale s'invitano fin d'ora gli stessi azionisti per il giorno 29 giugno 1881 all'adunanza in seconda chiamata, nella quale le deliberazioni saranno valide qualunque sia il numero degli intervenuti e delle azioni da essi rappresentate.

Rimini, 10 giugno 1881.

Pel Consiglio di Amministrazione

Il Presidente: Cavaliere NICOLA GHETTI.

Il Segretario: MASI avv. CARLO ALBERTO.

Avvertenza — I possessori di azioni al portatore dovranno depositarle ventiquattro ore prima nell'ufficio del Banco di Sconto per ottenere il certificato di ammissione all'assemblea. 3162

AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE DI ROMA

Appalto dei lavori di rinnovazione del selciato in un tratto della strada provinciale Maremmana Inferiore, tronco IV, fra l'osteria di Fontana di Papa e la strada di Cascapera.

AVVISO D'ASTA — Secondo esperimento.

Rimasto deserto il primo esperimento d'asta che doveva aver luogo oggi per l'appalto suindicato, si rende noto che:

Innanzi l'illustrissimo signor prefetto presidente della Deputazione provinciale, o di chi lo rappresenta, il giorno 27 del corrente mese di giugno, alle ore dodici meridiane, nella segreteria della Deputazione, situata nel palazzo della provincia, in Piazza dei Santi Apostoli, si procederà al secondo esperimento d'asta, col metodo dei partiti segreti, per l'appalto dei suddetti lavori importanti lire 13,973 76, come al capitolato dell'ufficio tecnico; osservate le formalità prescritte dal regolamento sulla Contabilità dello Stato, approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852.

Le schede di offerta, scritte in carta da bollo da lira una e debitamente suggellate e sottoscritte dagli offerenti, dovranno contenere in tutte lettere la indicazione chiara e precisa del ribasso che s'intenderà offrire sul prezzo suindicato.

Per essere ammesso all'esperimento d'asta ciascun concorrente dovrà presentare un certificato d'idoneità rilasciato da un ingegnere dell'ufficio tecnico provinciale di Roma, o del Regio Corpo del Genio civile, di data non anteriore di sei mesi al giorno dell'incanto.

A garanzia provvisoria degli atti d'asta dovrà ciascuno dei concorrenti depositare, contemporaneamente alla scheda, lire 350 in moneta o biglietti di Banca aventi corso legale, e per cauzione definitiva a garanzia del contratto dovrà l'aggiudicatario depositare, all'atto della stipulazione, lire 1400 in moneta o biglietti come sopra, ovvero in rendita consolidata al corso di Borsa del giorno antecedente a quello in cui avrà luogo la stipulazione.

Sono a carico dell'appaltatore tutte le spese d'asta, registro, bollo e copie del contratto.

A termini dell'art. 88 del citato regolamento, si farà luogo all'aggiudicazione quand'anche non vi sia che un solo offerente.

Il capitolato è visibile nella segreteria della Deputazione dalle ore 8 antimeridiane alle 3 pomeridiane di ciascun giorno, esclusi i festivi.

Il tempo utile (fatali) a presentare le offerte di ribasso del ventesimo è fissato alle ore 12 meridiane del giorno 12 del prossimo mese di luglio.

Roma, li 11 giugno 1881.

3171 *Il Segretario generale:* A. BOMPIANI.

AVVISO D'ASTA.

Si fa noto che alle ore 9 antimeridiane del dì 30 corrente mese si procederà in questa casa comunale, ed innanzi al signor sindaco, o chi per esso, all'appalto dei lavori muratori per la costruzione di questo nuovo cimitero, e col sistema delle candele vergini.

Il prezzo sul quale sarà aperta la subasta è di lire quarantacinquemila novecentosette e centesimi dodici (45,907 12).

Il prezzo minimo di ribasso per ciascuna offerta è stabilito fin da ora alla ragione dell'uno per cento sul prezzo sopraindicato.

Tutti gli obblighi, patti e condizioni che regolar debbono il contratto di appalto in parola, sono contenuti nell'apposito capitolato di oneri, che forma parte integrante ed uno degli allegati al progetto superiormente approvato per la esecuzione dei lavori di cui è oggetto il presente avviso; quale capitolato è ostensibile in questa segreteria municipale nelle ore di ufficio.

Per poter essere ammesso all'asta bisogna far deposito di lire duemila (2000) a garanzia dell'asta stessa. Dal quale deposito saranno prelevate le spese relative agli atti di aggiudicazione e di stipula definitiva, bollo, registrazione, stampe ed altro che possa occorrere, e la differenza sarà restituita all'aggiudicatario posteriormente a tutti gli atti necessari al perfezionamento del contratto.

L'aggiudicatario dovrà curare a sua opera e spese, fra venti giorni dalla comunicazione amministrativa che gli verrà fatta dell'approvazione degli atti di subasta, di stipulare col comune il contratto di perfezionamento per mano di questo segretario municipale. E dovrà inoltre infra il suddetto termine prestare, a base del capitolato, una cauzione di lire seimila (6000) o in denaro, o in numerario, o in carte bancali, od in cedole del Debito Pubblico, valutate in corso effettivo di Borsa, ovvero anche in beni fondi. Il tutto a mente degli articoli 2 e 41 del capitolato.

Non si procederà all'aggiudicazione se non si hanno offerte almeno di due concorrenti, e nel caso di secondo incanto, si farà luogo all'aggiudicazione quand'anche non vi sia che un solo offerente.

Il termine utile per presentare offerta in diminuzione, non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione provvisoria, rimane stabilito fino al mezzogiorno del dì 17 del p. v. luglio.

Colui che farà offerta del ventesimo in diminuzione dovrà fare contemporaneo deposito di lire duemila (2000).

L'aggiudicatario è in obbligo di sottoscrivere il capitolato d'oneri in segno di accettazione.

Ogni aspirante all'appalto deve presentare un certificato d'idoneità rilasciato o vidimato da un ingegnere in attualità di servizio presso un pubblico uffizio, in data non anteriore a sei mesi, oltre il certificato di moralità.

Galatina, 11 giugno 1881.

Visto: — *Il Sindaco*: VIVA.

3176 *Il Segretario comunale*: VINCENZO COSTA.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

DIREZIONE DELL'ECONOMATO GENERALE

AVVISO.

Essendo stata presentata nel termine legale offerta di ribasso del ventesimo sul prezzo dell'aggiudicazione provvisoria dell'appalto per fornitura di carta a macchina giallognola, che ebbe luogo il giorno 2 giugno 1881, giusta gli avvisi d'asta del 20 maggio prossimo passato e 2 giugno in corso, inseriti nella *Gazzetta Ufficiale*, numeri 118 e 128, si rende di pubblica ragione che nel giorno 25 giugno corrente, ad un'ora pomeridiana, innanzi al direttore generale dell'Economato, o a chi per esso, si procederà col metodo delle schede segrete ad un nuovo definitivo incanto per l'appalto suddetto.

L'incanto sarà tenuto a base del ribasso del 7 85 per cento, già ottenuto colle precedenti offerte, e sarà proclamato deliberatario definitivo colui che avrà fatta l'offerta migliore in aumento al ribasso predetto.

Il ribasso sarà unico, e sarà applicato complessivamente ai prezzi della tariffa.

Il capitolato d'oneri, la tariffa ed i campioni sono visibili in tutte le ore di ufficio presso la segreteria dell'Economato generale.

Roma, li 13 giugno 1881.

3189 *Per l'Economato generale* C. BARBARISI.

ASILO D'INFANZIA A SAN PIETRO MARTIRE IN VERCELLI

Avviso di provvisoria aggiudicazione

dell'impresa per la costruzione di un Asilo infantile.

Alle ore 12 meridiane del giorno di mercoledì 15 corrente mese scade il termine utile per presentare le offerte di ribasso, non inferiori al ventesimo sulla somma di lire 117,812 50, per cui venne provvisoriamente aggiudicata la impresa per la costruzione di un Asilo infantile.

L'offerta dovrà essere accompagnata dal deposito di lire 12,500.

Il capitolato, la perizia ed i disegni sono visibili presso il signor Balliano ing. Pietro nell'ufficio della Congregazione di carità.

Vercelli, 10 giugno 1881.

3164 *Il Consigliere Segretario*: CERRONE.

INTENDENZA DI FINANZA IN ROMA

UFFICIO DEL REGISTRO IN VEROLI

Avviso d'Asta per affittamento di fondi.

Si rende noto che alle ore 10 antim. del dì 23 corrente mese, nell'ufficio del registro in Veroli, ed alla presenza del ricevitore sottoscritto, si terranno pubblici incanti, ad estinzione di candela vergine, per l'affitto dei seguenti stabili, alle condizioni infrascritte:

1. Nel comune di Veroli — Provenienza dal Capitolo di prima erezione di Sant'Erasmo in Veroli — Diversi terreni a varia coltivazione, attualmente tenuti in affitto dai signori Politi Erminio e Percibalii Arcangelo.
2. Nel comune di Veroli — Provenienza come sopra — Casa d'affitto, in contrada Via Sant'Erasmo, composta di vani 6, sezione 13ª, n. 732, affittata come sopra.
3. Nel comune di Veroli — Provenienza come sopra — Simile, in contrada suddetta, composta di vani 3, affittata come sopra.
4. Nel comune di Veroli — Provenienza come sopra — Simile, in contrada Via dell'Ospedale, composta di vani 16, attualmente in affitto come sopra.
5. Nel comune di Veroli — Provenienza come sopra — Simile, in contrada suddetta, composta di un sol vano, affittata come sopra.
6. Nel comune di Veroli — Provenienza come sopra — Simile, in contrada Tor di Lotto, composta di vani 2, affittata come sopra.
7. Nel comune di Veroli — Provenienza come sopra — Simile, in contrada Via del Deserto, composta di un sol vano, affittata come sopra.
8. Nel comune di Veroli — Provenienza come sopra — Simile, in contrada Via Sant'Erasmo, composta di un sol vano, affittata come sopra.
9. Nel comune di Veroli — Provenienza come sopra — Simile, in contrada suddetta, composta di un sol vano e affittata come sopra.
10. Nel comune di Veroli — Provenienza come sopra — Simile, in contrada Via della Civerta, composta di vani 6, affittata come sopra.
11. Nel comune di Veroli — Provenienza come sopra — Simile, in contrada suddetta, composta di vani 2, affittata come sopra.

Prezzo d'incanto lire 10,944 — *Minimum* delle offerte in aumento del prezzo d'incanto lire 100.

1. Ogni attendente per essere ammesso all'asta dovrà depositare a garanzia della sua offerta presso l'ufficio precitato il decimo del prezzo d'incanto in cartelle al portatore, numerario o biglietti di Banca, il quale deposito verrà restituito tostochè sarà chiuso l'incanto, ad eccezione di quello fatto dal deliberatario, il quale non potrà pretenderne la restituzione se non dopo reso definitivo il deliberamento e prestata da esso la relativa cauzione.

2. Non sarà ammesso all'incanto chi nei precedenti contratti coll'Amministrazione non sarà stato abitualmente pronto al pagamento delle rate di affitto ed osservatore dei patti, e potrà essere escluso chiunque abbia conti o questioni pendenti coll'Amministrazione stessa.

3. Le offerte non potranno essere minori della somma sopraindicata, ed il deliberamento provvisorio seguirà a favore di colui che avrà fatta la maggiore offerta in aumento al prezzo di sopra accennato.

4. È lecito a chiunque sia riconosciuto ammissibile all'incanto di fare nuova offerta in aumento al prezzo del provvisorio deliberamento entro 20 giorni da questo, purchè tale offerta non sia minore del ventesimo del prezzo medesimo, e sia guarentita col deposito del decimo del prezzo offerto nel modo precitato. In questo caso saranno tosto pubblicati appositi avvisi per procedere ad un nuovo esperimento d'asta sul prezzo offerto. In mancanza di offerta di aumento il deliberamento provvisorio diventerà definitivo, salva l'approvazione superiore.

5. Insorgendo contestazioni intorno alle offerte od alla validità dell'incanto chi presiede decide.

6. Il quaderno d'oneri contenente i patti e le condizioni che dovranno regolare il contratto di affitto è visibile nel detto ufficio dalle ore 10 antimeridiane alle 4 pomeridiane.

Veroli, addì 6 giugno 1881.

3125 *Il Ricevitore*: SPALLA.

MUNICIPIO DI REGGIO

AVVISO di seguito deliberamento a termini abbreviati.

A seguito degli incanti tenutisi oggi in questo palazzo municipale, conformemente all'avviso d'asta del 31 maggio p. p. mese, lo

Appalto delle opere di arginazione, dichiarate obbligatorie e di pubblica utilità, delle due sponde del torrente Annunziata fra il trappeto Nava e la foce,

venne deliberato per la presunta somma di lire 93,025 94, dietro l'ottenuto ribasso di lire 24 per cento su quella di perizia.

Il termine utile (fatali) per rassegnare offerte in diminuzione della detta presunta somma di deliberamento, le quali non potranno essere inferiori al ventesimo e dovranno essere accompagnate dal deposito e certificati prescritti col suddetto avviso, scade col mezzogiorno del 17 corrente mese. Tali offerte saranno ricevute in questa segreteria comunale nelle ore di ufficio.

Reggio Calabria, lì 9 giugno 1881.

Il Sindaco: F. PLUTINO.

3158 *Il Segretario Capo*: T. PALMISANO.

MINISTERO DELLE FINANZE — DIREZIONE GENERALE DELLE GABELLE

INTENDENZA DI FINANZA IN ROMA

Avviso d'Appalto.

In esecuzione dell'art. 3 del R. decreto del 7 gennaio 1875, n. 2236 (Serie 2ª), devesi procedere all'appalto della rivendita num. 76 nel comune di Roma, via Borgo Nuovo, nel circondario di Roma, nella provincia di Roma, e del presunto reddito annuo lordo di lire 1402 58.

A tale effetto nel giorno 4 del mese di luglio anno 1881, alle ore 2 pom., sarà tenuta nell'ufficio d'Intendenza in Roma l'asta ad offerte segrete.

La rivendita suddetta deve levare i generi dal magazzino privative in Roma (2° circondario).

Gli obblighi ed i diritti del deliberatario sono indicati da apposito capitolato ostensibile presso il Ministero delle Finanze (Direzione generale delle Gabelle), presso l'Intendenza di finanza e presso l'ufficio di vendita dei generi di privativa.

L'appalto sarà tenuto colle norme e formalità stabilite dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

Coloro che intendessero aspirare al conferimento di detto esercizio dovranno presentare, nel giorno e nell'ora suindicati, in piego suggellato, la loro offerta in iscritto all'uffizio d'Intendenza in Roma.

Le offerte per essere valide dovranno:

1. Essere stese sopra carta da bollo da una lira;
2. Esprimere in tutte lettere l'annuo canone offerto;
3. Essere garantite mediante deposito di lire 140 25, corrispondente al decimo del presuntivo reddito suesposto. Il deposito potrà effettuarsi in numerario, in vaglia o Buoni del Tesoro, ovvero in rendita consolidata italiana calcolata al prezzo di Borsa della capitale del Regno;
4. Essere corredate di un documento legale comprovante la capacità di obbligarsi.

Le offerte mancanti di tali requisiti, o contenenti restrizioni o deviazioni dalle condizioni stabilite, o riferentisi ad offerte di altri aspiranti, si riterranno come non avvenute.

L'aggiudicazione avrà luogo sotto l'osservanza delle condizioni e riserve stabilite nel ripetuto capitolato a favore di quell'aspirante che avrà offerto il canone maggiore, semprechè sia superiore o almeno eguale a quello portato dalla scheda dell'Amministrazione.

Seguita l'aggiudicazione saranno immediatamente restituiti i depositi agli altri aspiranti. Quello del deliberatario sarà trattenuto fino al momento della stipulazione del contratto e della prestazione della cauzione stabilita dallo articolo 4 del capitolato d'oneri.

Sarà ammessa entro il termine perentorio di giorni 15 l'offerta di aumento non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione.

Saranno a carico del deliberatario tutte le spese per la pubblicazione degli avvisi d'appalto, quella per la inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* o nel giornale della provincia (quando ne sia il caso), le spese per la stipulazione del contratto, le tasse governative e quelle di registro e bollo.

Roma, il 7 giugno 1881.

3119 *Per l'Intendente*: ROSALBA.

COMUNE DI CASTIGLIONE IN TEVERINA

Essendo in corso di collaudo i lavori eseguiti dall'appaltatore Corsi Vincenzo per la costruzione del pubblico cimitero in Sermugnano, se ne dà avviso al pubblico, ai termini e per gli effetti dell'art. 360 della legge sui lavori pubblici, con avvertenza che rimane fissato ad un mese da oggi il termine utile a presentare i titoli di credito che ognuno vantasse di avere a carico dell'appaltatore stesso per mercedi, provviste di materiale ed altro inerente a detta lavorazione; perchè scorso il detto termine non potrebbe più giovarsi per detti crediti che della procedura ordinaria.

La presentazione dei titoli dovrà farsi nella segreteria comunale nelle ore d'ufficio.

Castiglione in Teverina, li 29 maggio 1881.

3157 *Il Sindaco*: LUIGI ROCCHETTI.

MUNICIPIO DI REGGIO

AVVISO di seguito deliberamento a termini abbreviati.

A seguito degli incanti tenutisi oggi in questo palazzo municipale, conformemente all'avviso di asta del 31 maggio p. p. mese, lo

Appalto delle opere di arginazione, dichiarate obbligatorie e di pubblica utilità, della sponda destra del torrente Caserta,

venne deliberato per la presunta somma di lire 56,347, dietro l'ottenuto ribasso di lire 12 26 per cento su quella di perizia.

Il termine utile (fatali) per rassegnare offerte in diminuzione della detta presunta somma di deliberamento, le quali non potranno essere inferiori al ventesimo e dovranno essere accompagnate dal deposito e certificati prescritti col suddetto avviso, scade col mezzogiorno del 17 corrente mese. Tali offerte saranno ricevute in questa segreteria comunale nelle ore di ufficio.

Reggio Calabria, lì 9 giugno 1881.

Il Sindaco: F. PLUTINO.

3159 *Il Segretario capo*: T. PALMISANO.

Provincia di Roma — ESATTORIA DI BARBARANO ROMANO — Comune di Barbarano Romano

Avviso d'Asta per vendita coattiva d'immobili per debito d'imposta.

Il sottoscritto esattore fa pubblicamente noto che nel giorno 23 giugno 1881, alle ore 9 antimeridiane, nell'ufficio della R. Pretura del mandamento di Vetralla, sotto la presidenza dell'ill.mo signor pretore del mandamento medesimo, si procederà alla vendita per asta pubblica degli immobili descritti nell'elenco che segue, ed a danno delle persone nell'elenco stesso indicate, debitrici d'imposta.

Elenco degli immobili dei quali seguirà l'asta.

N. d'ordine	COGNOME, NOME e paternità dei debitori in danno dei quali ha luogo l'asta	COMUNE e vocabolo in cui sono situati gli immobili	NATURA e qualità degli immobili	CONFINANTI	INDICAZIONI CATASTALI Estens. Tav. Cent.				PREZZO minimo liquidato a termini dell'art. 663 del Cod. proc. civ. Lire Cent.	SOMMA da depositarsi per garanzia dell'offerta Lire Cent.
					Estens. Tav. Cent.	Mappa	Numeri di mappa	Estimo reddito catastale o valore censuario		
1	Libelli Cesare fu Francesco.	Barbarano Romano, S. Quirico.	Terreno seminativo.	La strada, Ferracci Giovanni ed Orlandi Salvatore fu Mariano.	8 50	Sez. 4ª	293, 294	Sc. 47 bai. 08	224 29	11 21
2	Orlandi Bernardino fu Vincenzo.	Barbarano Romano, via del Plebiscito.	Casa, pianterreno, primo piano.	La strada, Cellesco Luigi, comune di Barbarano.	»	Città	291 sub. 1	L. 15 »	112 50	5 62
3	De Cesaris Giacomo Paolo fu Francesco. (*)	Barbarano Romano, via Principe Umberto.	Casa, 2° piano di vani 3.	La strada, Battilana Vincenzo, Ercoli Luigi e Taranta Pietro.	»	Sez. 1ª Città	98 sub. 3	L. 27 »	202 50	10 12

(*) Libero proprietario.

Chiunque voglia concorrere all'asta deve fare preventivamente il deposito della somma indicata nell'apposita colonna del suesposto elenco, equivalente al 5 per 100 del prezzo minimo su cui l'asta sarà aperta.

L'aggiudicazione verrà fatta al migliore offerente.

Il deliberatario deve sborsare l'intero prezzo nei 3 giorni successivi all'aggiudicazione e più pagare tutte le spese d'asta.

Occorrendo eventualmente un secondo e terzo incanto, il primo di questi avrà luogo il 28 giugno 1881, ed il secondo nel giorno 4 luglio 1881, nel luogo ed ora suindicati.

3144 Barbarano Romano, lì 22 maggio 1881. *L'Esattore* — D. VALLERONI.

TRIBUNALE CIV. DI FROSINONE
ossia
Innanzi l'ill.mo signor Presidente

Con precetto in data 7 gennaio 1881, usciere Velli, sull'istanza di Carmine Colasanti, tanto in nome proprio, che come padre dei minori Vincenza Maria, Nazzarena Annunziata e Francesco figli ed eredi di Palma Bracaglia, di Frosinone, ingiungevasi a Bracaglia Sebastiano fu Francesco Antonio, Bonanni Filomena fu Nicola, vedova di Alfonso Bracaglia, come madre e tutrice dei minori Tommaso, Giacinto e Silverio, figli di Alfonso Bracaglia, di Frosinone, di pagare la somma di lire 826 75, ed accessori, nel termine di giorni 30, con avvertimento che non pagando si sarebbe proceduto alla subasta degli immobili seguenti:

1. Terreno enfiteutico ad uso di Pantano, sito nel territorio di Frosinone, contrada Madonna della Neve, di soma una circa di dominio diretto del signor Molella, confinante Di Palma, e Molella Valerio.

2. Terreno seminativo alberato ad uso di pantano, detta contrada, di soma una circa di dominio diretto della stessa Cappellania Molella, confinante Colasanti Palma, Nicola Bracaglia; i suddetti fondi sono descritti coi numeri di mappa, sez. 5ª, nn. 503, 504, 539, 551, 558, 568.

3. Una stanza con soffitto, contrada San Martino (Frosinone), di proprietà Bompiani, mappa n. 65 1°, confinanti Bommatei, De Camillis e strada, salvi ecc.

4. Casa composta di cinque stanze con una terranea ad uso cantina, contrada San Martino, quattro delle quali sono di proprietà diretta del sig. Bompiani, n. 47, confinanti strada, Franconetti e Gaetano Grande, salvi ecc.

L'istante Colasanti avendo adempiuto a quanto prescrive il Codice di procedura civile, ed i debitori non avendo effettuato il pagamento, fa istanza alla S. V. Ill.ma affinchè voglia nominare un perito che proceda alla stima dei fondi di sopra descritti, allo scopo di fissare il prezzo su cui abbia ad aprirsi l'incanto.

Frosinone, 11 giugno 1881.

3163 Gregorio Minotti proc.

AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE DI TERRA DI LAVORO

Avviso d'Asta.

Essendo rimasti aggiudicati nell'incanto celebratosi il 21 scorso mese di maggio, col ribasso dell'uno per cento, i seguenti quattro lotti della strada da Capua per Aversa al Ponte Mezzotta; ed essendosi prodotta in tempo utile offerta di ventesimo,

Si diffida il pubblico:

Che il mattino di lunedì, 27 del corrente mese di giugno, alle ore 10 antimeridiane, con la continuazione, sarà presso l'Amministrazione suddetta proceduto ad un ultimo e definitivo esperimento di pubblici incanti, col metodo della candela vergine, per l'appalto suddetto, con l'avvertenza che esso si aprirà sul canone segnato qui appresso, depurato però tanto dell'uno per 100, quanto del ventesimo di ribasso. I lotti sono:

1. Da Mezzotta al principio del basolato di Aversa, di lunghezza metri 1921, in ribasso dell'annuo canone a cottimo di lire 8840.

2. Dal termine del basolato di Aversa allo spigolo nord della Cappella del Romito di Nola, dopo la traversa di Casaluce, di lunghezza metri 4800, in ribasso dell'annuo canone a cottimo di lire 10,320.

3. Dallo spigolo nord della Cappella del Romito di Nola, dopo la traversa di Casaluce, fino allo Spartimento, di lunghezza metri 4219, in ribasso dell'annuo canone a cottimo di lire 8600.

4. Dallo Spartimento a Capua, di lunghezza metri 7378, in ribasso dell'annuo canone a cottimo di lire 8240.

Gli appalti saranno regolati da 4 distinti appositi capitolati, che sono ostensibili a chiunque, in ciascun giorno, meno i festivi, da oggi al dì della subasta.

Per essere ammessi a far partito i concorrenti dovranno esibire un certificato d'idoneità, a firma di un ingegnere capo d'un ufficio tecnico provinciale o governativo, di data non anteriore a mesi sei.

La cauzione provvisoria, da darsi nell'atto dell'offerta, è per la licitazione del primo lotto di lire 800, per quella del secondo lotto di lire 1000, pel terzo lire 800, e pel quarto lire 800; e non sarà altrimenti accettata che in numerario: la definitiva, da darsi nell'atto della stipula del contratto, sarà pari ad un'annata di estaglio, e potrà fornirsi anche con rendita pubblica italiana al portatore a corso di Borsa.

L'appalto avrà la durata di un sessennio, con facoltà all'Amministrazione di prorogarla di un altro anno.

Non appena divenuta definitiva l'aggiudicazione l'aggiudicatario avrà il perentorio di giorni 8 per la stipula del contratto, a far tempo dalla data della notificazione dell'approvazione, anche in semplice forma amministrativa, e qualora non si presenti a sottoscriverlo perderà la cauzione provvisoria, e sarà responsabile di tutti i danni ed interessi che potranno all'Amministrazione provenirne.

Il deliberamento è subordinato all'approvazione della Deputazione provinciale.

Caserta, 9 giugno 1881.

3138 *Il Segretario capo*: FABROCINI.

AVVISO.
(1ª *pubblicazione*)

La **Società Anonima dei Tramways e Ferrovie economiche di Roma, Milano, Bologna, ecc.**, a datare dal 15 corrente giugno 1881 trasferirà i suoi uffici in Roma da via dei Fornari in via Volturno. 3183

DIFFIDAMENTO.

Si previene il pubblico avere la signora Angela Pizzutti del fu Alessandro, vedova di Filippo Serpi, nata a Collescipoli, e domiciliata in Roma, in via del Buco, n. 6, con atto in data di ieri, rogato dal sottoscritto notaro (registrato oggi stesso al reg. 62, n. 8045, Atti pubblici), revocato ogni e qualsiasi mandato di procura, che ella per lo passato abbia potuto rilasciare in capo al signor Romolo Luzzi del vivo Filippo, di Collescipoli, epperciò si diffida chiunque di non più oltre riconoscere il predetto signor Romolo Luzzi per di lei rappresentante e mandatario, ma di dirigersi direttamente ad essa in Roma al suindicato suo domicilio.

Roma, lì 11 giugno 1881.

Zerboglio avv. Giuseppe notaro, in Roma, con studio in via di 3152 Ponte Quattro Capi, n. 37.

ESTRATTO.
(1ª *pubblicazione*)

Si fa noto che dinanzi al Tribunale civile di Frosinone, nell'udienza del 22 luglio 1881, ore 11 ant., si procederà alla vendita giudiziale, a istanza della signora Colomba Bove in Bonarelli e in danno di Pace Vincenzo ed altri, del fondo qui appresso descritto:

Fondo urbano posto in Sgurgola, contrada Piazza di Santa Maria, confinante con la chiesa arcipretale, Bianchi, Fassani e strada, distinto in mappa coi nr. 1539 e 1750, sezione 1ª.

Il prezzo d'incanto, stante il disposto ribasso di sei decimi sul valore di stima, sarà di lire 2650 16.

Frosinone, 10 giugno 1881.

3153 Avv. Carlo Bianchini proc.

CAMERANO NATALE, Gerente.
ROMA — Tip. Eredi Botta.